

b) quiconque aura sciemment fait une déclaration inexacte ou incomplète à l'occasion d'une demande tendant à obtenir ou à conserver une subvention;

c) quiconque aura utilisé une subvention à d'autres fins que celles pour lesquels elle a été obtenue.

**Art. 15.** Le contrôle du respect du décret et du présent arrêté se fait conformément aux lois sur la Comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991, notamment les articles 55 à 58 inclus.

#### CHAPITRE V. — *Dispositions finales*

**Art. 16.** Le décret et le présent arrêté produisent leurs effets le 1<sup>er</sup> janvier 1998.

**Art. 17.** Le Ministre flamand qui a la politique économique dans ses attributions, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 17 février 1998.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,  
L. VAN DEN BRANDE

Le Ministre flamand des Finances, du Budget et de la Politique de Santé,  
Mme W. DEMEESTER-DE MEYER

Le Ministre flamand de l'Economie, des PME, de l'Agriculture et des Médias,  
E. VAN ROMPUY

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

### MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 98 — 1091

[C - 98/27274]

**2 AVRIL 1998. — Décret modifiant la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale (1)**

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent décret règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128 de celle-ci.

**Art. 2.** L'article 10 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale est complété par l'alinéa suivant :

« La présente disposition ne produit pas ses effets dans l'intervalle entre la date d'entrée en fonction des conseillers communaux élus par un renouvellement complet et celle de l'entrée en fonction des membres du conseil de l'aide sociale fixée par l'article 19. »

**Art. 2bis.** L'article 11, § 1<sup>er</sup>, de la loi organique du 8 juillet 1976 des centres publics d'aide sociale est complété par un § 1<sup>er bis</sup> libellé comme suit :

« § 1<sup>er bis</sup>. Pour l'élection des membres du conseil de l'aide sociale impliquant un renouvellement intégral du conseil, le nombre de candidats effectifs et le nombre de candidats suppléants d'un même sexe ne peuvent excéder une quotité de deux tiers appliquée respectivement sur le total du nombre de candidats effectifs et le total du nombre de candidats suppléants présentés dans le même acte de présentation.

Si le résultat ainsi obtenu comporte des décimales, elles sont arrondies à l'unité supérieure ou négligées selon qu'elles atteignent ou non 0,50. »

**Art. 3.** A l'article 22 de la même loi, sont apportées les modifications suivantes :

1° A l'alinéa 1<sup>er</sup>, après les mots "du conseil communal", sont insérés les mots "du gouverneur, du Gouvernement".

2° L'alinéa suivant est inséré in fine :

« Dans les cas où elle est saisie d'une proposition de suspension ou de révocation, la députation permanente statue dans un délai de trois mois à partir du jour où la proposition lui a été notifiée. Elle peut proroger ce délai de trois mois; la décision de prorogation ne produit ses effets que si elle est notifiée au conseil communal, au conseil de l'aide sociale, au gouverneur et au Gouvernement avant l'expiration du délai initial de trois mois. A défaut de notification d'une décision dans le délai prescrit, éventuellement prorogé, le silence de la députation permanente est réputé constituer une décision de rejet de la proposition. Cette disposition ne s'applique pas aux membres du conseil de l'aide sociale de Comines-Warneton.

La décision de prorogation est notifiée à l'intéressé dans les huit jours. »

3° A l'alinéa 3, première phrase, les mots "et au conseil communal" sont remplacés par les mots ", au conseil communal, au gouverneur et au Gouvernement".

4° A l'alinéa 3, la deuxième phrase devient : "Un recours au Conseil d'Etat est ouvert à l'intéressé, au conseil de l'aide sociale et au conseil communal dans les quinze jours de la notification ou à l'expiration du délai imparti à la députation permanente pour statuer. »

(1) *Session 1997-1998*

*Documents du Conseil 332. (1997-1998) N<sup>os</sup> 1 à 27.*

*Compte rendu intégral. — Séance publique du 31 mars 1998.*

*Discussion. — Vote.*

**Art. 4.** Dans l'article 26, § 2, de la même loi, modifié par la loi du 5 août 1992, l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 1<sup>er</sup> et 2 :

« Lorsque la concertation porte sur une matière relative à l'hôpital, une délégation du comité de gestion et le directeur de l'hôpital sont invités à assister à la concertation avec voix consultative. »

**Art. 5.** A l'article 26*bis*, § 1<sup>er</sup>, de la même loi, modifié par la loi du 5 août 1992, sont apportées les modifications suivantes :

1° Le 4° est remplacé par le texte suivant :

« 4° L'engagement de personnel complémentaire sauf lorsqu'il s'agit du personnel de l'hôpital ou que l'engagement est effectué conformément aux dispositions de l'article 56; ».

2° Le 5° est complété comme suit : "sauf s'il s'agit de l'hôpital dont les deux derniers comptes approuvés conformément à l'article 89 ainsi que les prévisions budgétaires ne font pas apparaître un déficit;".

3° Au 7° les mots "ou à diminuer" sont supprimés.

**Art. 6.** A l'article 28 de la même loi, modifié par les lois du 5 août 1992 et du 12 janvier 1993, sont apportées les modifications suivantes :

1° Au § 1<sup>er</sup>, alinéa 5, les mots "ou à l'organe auquel le conseil a délégué cette attribution" sont insérés entre les mots "sa décision au conseil" et les mots "à la plus prochaine réunion".

2° Au § 3, les mots "ou à l'organe auquel le conseil a délégué cette attribution" sont insérés entre les mots "sa décision au conseil" et les mots "à la plus prochaine réunion".

**Art. 6*bis*.** L'alinéa 3 de l'article 30 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale est remplacé par :

« Toute proposition émanant d'un membre du conseil et remise au président au moins douze jours avant la date de la réunion du conseil doit être inscrite à l'ordre du jour de cette réunion; elle doit être accompagnée d'une note explicative ou de tout document susceptible d'éclairer le conseil de l'aide sociale. »

**Art. 6*ter*.** Introduire un article 31*bis* libellé comme suit :

« Art. 31*bis*. La loi du 11 avril 1994 et le décret du Conseil régional wallon du 30 mars 1995 relatifs à la publicité de l'administration sont applicables aux centres publics d'aide sociale selon que les actes administratifs relèvent respectivement de la compétence de l'Etat fédéral ou de la Région wallonne. »

**Art. 6*quater*.** Dans l'article 33 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale, un § 1<sup>er</sup>*bis* rédigé comme suit est inséré :

« § 1<sup>er</sup>*bis*. Le Conseil de l'aide sociale vote sur l'ensemble du budget et sur l'ensemble des comptes annuels.

Chacun de ses membres peut toutefois exiger le vote séparé d'un ou plusieurs articles ou groupes d'articles qu'il désigne, s'il s'agit du budget, ou d'un ou plusieurs articles ou postes qu'il désigne, s'il s'agit des comptes annuels.

Dans ce cas, le vote d'ensemble ne peut intervenir qu'après le vote sur le ou les articles, groupes d'articles ou postes ainsi désignés, et il porte sur les articles ou postes dont aucun des membres n'a demandé le vote séparé, et sur les articles qui ont déjà été adoptés par vote séparé. »

**Art. 7.** A l'article 36 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

1° L'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 1<sup>er</sup> et 2 :

« En ce qui concerne les actes, pièces et dossiers de l'hôpital, les membres du comité de gestion ayant voix consultative disposent du même droit. »

2° A l'alinéa 2, devenant l'alinéa 3, les mots "et du comité de gestion de l'hôpital" sont insérés entre les mots "Les membres du conseil" et les mots ", ainsi que toutes les autres personnes".

3° A l'alinéa 2, devenant l'alinéa 3, les mots "et des comités spéciaux" sont remplacés par les mots ", des comités spéciaux et du comité de gestion de l'hôpital".

4° L'alinéa suivant est ajouté in fine :

« A l'exclusion des actes et pièces ayant trait aux aides individuelles accordées par le centre ou à la récupération de ces aides et des actes et pièces concernant les dossiers n'ayant pas encore fait l'objet d'une adoption par le centre, les membres du conseil de l'aide sociale peuvent obtenir copie des actes et pièces relatifs à l'administration du centre public d'aide sociale dans les conditions arrêtées par le règlement d'ordre intérieur établi par le conseil.

La redevance éventuellement réclamée pour la copie ne peut en aucun cas excéder le prix de revient. »

**Art. 8.** Dans l'article 40 de la même loi, modifié par la loi du 5 août 1992, sont apportées les modifications suivantes :

1° L'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 1<sup>er</sup> et 2 :

« Le comité de gestion de l'hôpital arrête son règlement d'ordre intérieur et le soumet à l'approbation du conseil de l'aide sociale. »

2° A l'alinéa 2, devenu l'alinéa 3, le mot "Ils" est remplacé par les mots "Les règlements d'ordre intérieur visés aux alinéas 1<sup>er</sup> et 2."

**Art. 9.** Dans l'article 42 de la même loi, modifié par l'arrêté royal n° 430 du 5 août 1996 et la loi du 5 août 1992, sont apportées les modifications suivantes :

1° Après l'alinéa 1<sup>er</sup>, l'alinéa suivant est inséré :

« Le cadre fixe le pourcentage maximal d'emplois qui peuvent être occupés par des personnes engagées sous contrat de travail et détermine quels sont ces emplois. »

2° L'alinéa 2, devenant l'alinéa 3, est remplacé par le texte suivant :

« L'alinéa 2 ne s'applique pas au cadre du personnel de l'hôpital pour lequel le conseil de l'aide sociale arrête un cadre du personnel distinct ainsi qu'au personnel engagé sous contrat en vertu d'un programme de résorption de chômage ou de l'article 60, § 7. »

3° Après l'alinéa 4, devenant l'alinéa 5, est inséré l'alinéa suivant :

« Le Gouvernement fixe également le nombre de personnes handicapées que les centres publics d'aide sociale doivent occuper en tenant compte de la nature et de l'importance des services. »

4° L'alinéa 7, devenant l'alinéa 9, est remplacé par le texte suivant :

« Pour l'application de l'alinéa 8, le Gouvernement peut fixer des limites dans lesquelles le conseil de l'aide sociale doit agir. »

5° L'alinéa 11, devenant l'alinéa 13, est remplacé par le texte suivant :

« Les dispositions de la nouvelle loi communale relatives aux pensions des agents des communes sont applicables aux agents des centres publics d'aide sociale. »

**Art. 9bis.** Dans l'article 43 de la loi organique, modifiée par la loi du 5 août 1992, l'alinéa 3 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Ces règles sont cependant assorties de l'exception suivante : dans les centres publics d'aide sociale où l'exercice de la fonction de receveur ne requiert pas une activité à temps plein, cette fonction est confiée à un receveur régional ou à un receveur à temps partiel, sans préjudice de l'application de l'article 52, § 2, de la nouvelle loi communale. Le Gouvernement arrête les conditions et modalités suivant lesquelles cette fonction est confiée au receveur susdit.

**Art. 10.** Dans l'article 45, § 1<sup>er</sup>, de la même loi, les alinéas 5 et 6 sont remplacés par les alinéas suivants :

« Suite à la décision d'ordonnement ou de recouvrement par l'organe compétent, le secrétaire est responsable de l'établissement des mandats de paiement et des états de recouvrement. Les mandats ordonnancés et les états de recouvrement doivent être signés par le président et par le secrétaire.

Le secrétaire élabore l'avant-projet de budget et les avant-projets de modifications budgétaires.

Le secrétaire assure le suivi budgétaire et peut à tout moment prendre connaissance des éléments comptabilisés. Le receveur communique au secrétaire une copie de tout document qu'il transmet au conseil de l'aide sociale, au bureau permanent ou à un comité spécial. »

**Art. 11.** L'article 46 de la loi est complété comme suit :

1° L'alinéa 1<sup>er</sup> du § 1<sup>er</sup> est remplacé par le texte suivant :

« Le receveur local ou régional est chargé, sous sa responsabilité, d'effectuer les recettes du centre public d'aide sociale et d'acquitter sur mandats réguliers les dépenses ordonnancées jusqu'à concurrence, soit du montant de chaque article du budget, soit des crédits provisoires, soit des crédits transférés en vertu de l'article 91, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, et § 2, soit d'un crédit alloué conformément à l'article 88, § 2. »

2° Au § 2, alinéa 6, les mots "l'arrêté royal" sont remplacés par les mots "le Gouvernement".

3° Les paragraphes suivants sont ajoutés :

« § 3. Sous l'autorité du bureau permanent, le receveur local ou régional est chargé de la tenue de la comptabilité du centre.

Le receveur peut être entendu par le conseil de l'aide sociale sur toutes les questions qui ont une incidence financière ou budgétaire.

§ 4. Sous réserve des attributions du conseil de l'aide sociale, de celles du bureau permanent en vertu du § 3 ainsi que des obligations et de la responsabilité qui lui incombent en propre en vertu du § 1<sup>er</sup>, le receveur local exerce ses fonctions sous l'autorité du président et le receveur régional exerce ses fonctions sous l'autorité du gouverneur ou du commissaire d'arrondissement. Le receveur régional est toutefois soumis à l'autorité fonctionnelle du président pour les prestations effectuées pour le centre public d'aide sociale.

Sans préjudice des dispositions dérogatoires arrêtées par le Gouvernement en vertu de l'article 43, alinéa 3, les dispositions de la loi communale relatives au receveur régional lui sont applicables.

Pour l'application des dispositions visées à l'alinéa précédent, il y a lieu d'entendre par "conseil communal et collège des bourgmestre et échevins", le conseil de l'aide sociale et par "caisse communale", la caisse du centre public d'aide sociale.

§ 5. En cas d'absence justifiée, le receveur local peut, dans les trois jours, sous sa responsabilité, désigner pour une période de trente jours au plus un remplaçant agréé par le conseil de l'aide sociale ou le bureau permanent. Cette mesure peut être renouvelée à deux reprises pour une même absence.

Dans les autres cas, le conseil de l'aide sociale peut désigner un receveur local faisant fonction.

Il y est tenu lorsque l'absence excède un terme de trois mois.

Le receveur local faisant fonction doit réunir les conditions requises pour l'exercice de la fonction de receveur local. Les dispositions relatives à la prestation de serment et au cautionnement lui sont applicables.

Le receveur local faisant fonction exerce toutes les attributions dévolues au receveur local.

Lors de son installation et de la cessation de ses fonctions, il est procédé à l'établissement d'un compte de fin de gestion et à la remise de l'encaisse et des pièces comptables, sous la surveillance du président.

§ 6. 1° La responsabilité du receveur ne s'étend pas aux recettes que le conseil de l'aide sociale juge nécessaire de faire effectuer par des agents spéciaux; ces agents sont responsables des recettes dont le recouvrement leur est confié; ils sont, pour ce qui concerne le recouvrement de ces recettes, soumis aux mêmes obligations que le receveur.

Le conseil de l'aide sociale peut leur imposer de constituer un cautionnement dont il détermine le montant et la nature; la même décision indique le délai qui leur est imparti pour ce faire; les dispositions relatives à la prestation de serment et au cautionnement sont, *mutatis mutandis*, applicables aux agents spéciaux.

Les agents spéciaux sont soumis aux mêmes règles que les receveurs locaux pour ce qui concerne le serment, le remplacement, l'établissement du compte de fin de gestion et les recours ouverts auprès de la députation permanente du conseil provincial.

Ils ne peuvent effectuer aucune opération de dépense sur les comptes qu'ils gèrent.

Les recettes réalisées sont versées périodiquement, et au moins tous les quinze jours, au receveur du centre public d'aide sociale, le dernier versement de l'exercice étant effectué le dernier jour ouvrable du mois de décembre.

Lors de chaque versement, l'agent spécial transmet au receveur la liste détaillée des imputations budgétaires, des montants versés et des redevables correspondants.

Les comptes de l'agent spécial, accompagnés des pièces justificatives, sont soumis à la vérification et au visa du conseil de l'aide sociale.

Ils sont ensuite transmis au receveur avec toutes les pièces justificatives pour être annexés au compte budgétaire.

L'article 93 est, *mutatis mutandis*, applicable à l'agent spécial; lorsque le conseil de l'aide sociale constate un déficit, il est, *mutatis mutandis*, procédé conformément à l'article 93, §§ 3 et 4, alinéas 1<sup>er</sup>, 2, 5 et 6.

2° Sous sa seule responsabilité, le conseil de l'aide sociale peut charger, au titre de fonction accessoire, certains agents du centre public d'aide sociale de l'engagement et du paiement de menues dépenses et de la perception de recettes en espèces, au moment où le droit à la recette est établi.

Les menues dépenses s'effectuent sur base d'une provision dont le Gouvernement détermine les modalités de constitution et d'utilisation.

Les agents visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> ne sont pas astreints aux obligations imposées aux agents spéciaux visés au 1°.

Ils versent au receveur, journellement ou à des courts intervalles de temps, le montant intégral de leurs perceptions, selon les directives qu'il leur donne et en les justifiant par un état de recouvrement détaillé par article budgétaire.

§ 7. 1° Un compte de fin de gestion est établi lorsque le receveur ou l'agent spécial visé au § 6, 1°, cesse définitivement d'exercer ses fonctions et dans les cas visés au § 5, alinéa 6, du présent article et à l'article 54bis, § 2, de la nouvelle loi communale.

2° Le compte de fin de gestion du receveur local ou de l'agent spécial, accompagné s'il y a lieu de ses observations ou de celles de ses ayants droit s'il est décédé, est soumis au conseil de l'aide sociale qui l'arrête et déclare le comptable quitte ou fixe un débet.

La décision par laquelle le compte de fin de gestion est définitivement arrêté est notifiée sous pli recommandé à la poste au comptable, ou en cas de décès à ses ayants droit, par les soins du conseil de l'aide sociale, accompagnée, s'il y a lieu, d'une invitation à solder le débet.

3° La décision qui arrête définitivement le compte de fin de gestion et déclare le receveur ou l'agent spécial définitivement quitte emporte de plein droit la restitution du cautionnement.

4° L'article 93, § 4, est applicable lorsque le comptable est invité à solder le débet. »

**Art. 11bis.** L'article 47, § 1<sup>er</sup>, est complété par un deuxième alinéa libellé comme suit :

« Le travailleur social en charge du dossier d'un demandeur d'aide ne peut être tenu de représenter le centre public d'aide sociale dans les actions intentées par ledit demandeur auprès du tribunal du travail dans le cadre de l'article 71 de la présente loi. »

**Art. 12.** A l'article 50 de la même loi :

1° les mots "article 36, deuxième alinéa" sont remplacés par les mots "article 36, troisième alinéa";

2° les mots ", alinéas 1<sup>er</sup>, 2 et 3", sont insérés entre les mots "de l'article 37" et les mots "sont également applicables".

**Art. 13.** L'article 55, § 1<sup>er</sup>, de la même loi est remplacé par le texte suivant :

« § 1<sup>er</sup>. Le centre public d'aide sociale peut procéder à un recrutement contractuel pour pourvoir à un emploi vacant du cadre pour autant que l'engagement concerne un emploi correspondant à un grade de recrutement et que le cadre prévoit, pour cet emploi, la possibilité d'utiliser cette forme de recrutement.

Dans ce cas, le conseil de l'aide sociale doit conclure avec l'agent intéressé un contrat écrit au moment de sa désignation. »

**Art. 14.** A l'article 55bis de la même loi, les mots "et sans l'autorisation visée à l'article 55, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>," sont supprimés.

**Art. 15.** Dans l'article 56 de la même loi, les §§ 1<sup>er</sup> et 2, modifiés par la loi du 5 août 1992, sont remplacés respectivement par les dispositions suivantes :

« § 1<sup>er</sup>. Le centre public d'aide sociale peut engager en cas d'urgence, dans les limites du cadre et éventuellement avec dérogation aux conditions d'âge, d'examen ou de concours, le personnel nécessaire pour assurer des fonctions provisoirement sans titulaire ou dont le titulaire est temporairement absent.

§ 2. En cas d'urgence ou pour accomplir une mission spécifique de durée limitée dans le cadre d'une initiative subventionnée par la Communauté européenne, l'Etat, la Région wallonne, la Communauté française ou tout autre pouvoir public ou d'une action décidée en concertation avec le collège des bourgmestre et échevins, le centre public d'aide sociale peut engager sous contrat hors cadre le personnel nécessaire.

Dans le cas d'une mission subventionnée, la durée de l'engagement est limitée à la période couverte par la subvention. »

**Art. 16.** Dans l'article 79 de la même loi, sont apportées les modifications suivantes :

1° Les alinéas 1<sup>er</sup> et 2 sont précédés de l'indication "§ 1<sup>er</sup>".

2° Les §§ 2 et 3 suivants sont introduits à l'article 79 de la loi :

« § 2. Le centre public d'aide sociale peut également, en vue de satisfaire des besoins spécifiques, non rencontrés par ses services et dans le cadre d'une activité connexe qui ne constitue pas une partie importante de son action, décider de devenir membre d'une association sans but lucratif, autre qu'une association intercommunale, conformément à la loi du 27 juin 1921 accordant la personnalité civile aux associations sans but lucratif et aux établissements d'utilité publique, constituée avec d'autres pouvoirs publics et/ou des personnes physiques ou morales autres que celles qui ont un but lucratif moyennant le respect des conditions suivantes :

1° la délibération du conseil de l'aide sociale, accompagnée des statuts de l'association sans but lucratif et d'un relevé des apports envisagés au profit de l'association, est soumise à l'approbation du gouverneur;

2° les biens immobiliers, à savoir les terrains et immeubles appartenant au centre, ne peuvent faire l'objet d'une cession gratuite de propriété;

3° les missions légales réservées au centre public d'aide sociale ne peuvent être exercées par l'association sans but lucratif;

4° le centre public d'aide sociale doit être représenté au sein des organes de l'association par des membres du conseil de l'aide sociale, par le secrétaire ou par des agents qualifiés du centre. Les membres du conseil de l'aide sociale sont élus en un seul tour de scrutin;

5° le centre public d'aide sociale dispose, en cas d'intervention financière du centre, du pouvoir de contrôler les pièces justificatives permettant de vérifier sur place l'utilisation des interventions financières du centre pour l'accomplissement des missions confiées par le centre;

6° le rapport annuel, le budget et les comptes de l'association sont transmis chaque année au conseil de l'aide sociale.

Le receveur du centre public d'aide sociale doit également recevoir un exemplaire de chacun de ces documents et peut requérir une copie conforme des pièces justificatives permettant de vérifier le respect des engagements financiers de l'association à l'égard du centre.

Le centre public d'aide sociale peut également participer à une société à finalité sociale.

Dans ce cas, les conditions de la participation à une association sans but lucratif fixées par le présent paragraphe sont, *mutatis mutandis*, d'application.

§ 3. Pour les activités hospitalières, le centre public d'aide sociale peut, sur proposition du comité de gestion de l'hôpital, décider de devenir membre d'une association sans but lucratif ayant pour objet :

a. soit une mission de coordination, de prévention, d'étude ou d'aide à la gestion;

b. soit la création, l'acquisition ou la gestion d'un appareillage lourd ou de services médico-techniques lourds dans le cadre d'une association au sens de l'article 69, 3°, de la loi sur les hôpitaux, coordonnée le 7 août 1987, en vue d'établir un groupement ou une association de collaboration;

c. soit la rationalisation de l'offre d'équipements et de services hospitaliers d'hôpitaux publics et privés, dans le cadre d'un groupement au sens de l'article 69, 3°, de la loi sur les hôpitaux coordonnée le 7 août 1987.

Outre les conditions de participation visées au § 2, 2°, 3° et 5°, sont d'application les conditions suivantes :

1° la délibération, accompagnée des statuts de l'association et d'un relevé des apports envisagés au profit de l'association, est soumise à l'approbation du conseil communal et du Gouvernement;

2° le centre public d'aide sociale est représenté auprès des différents organes de l'association par des membres du comité de gestion de l'hôpital et des personnes exerçant une fonction de direction au sein de l'hôpital. Les membres du comité de gestion de l'hôpital avec voix délibérative qui siègent au sein des organes de l'association sans but lucratif sont élus par le conseil de l'aide sociale en un seul tour de scrutin;

3° le rapport annuel, les budgets et les comptes de l'association doivent être transmis au comité de gestion de l'hôpital et au trésorier de l'hôpital qui peut requérir une copie conforme des pièces justificatives permettant de vérifier le respect des engagements financiers de l'association à l'égard de l'hôpital. »

**Art. 17.** A l'article 84 de la même loi, modifié par la loi du 5 août 1992, sont apportées les modifications suivantes :

1° Les alinéas 2 et 3 du § 1<sup>er</sup> deviennent les alinéas 2 et 3 du § 2.

2° Dans cet alinéa 2 du § 2, le mot "Il" est remplacé par les mots "Le conseil de l'aide sociale".

3° A l'alinéa 3 nouveau du § 2 de l'article 84 ainsi modifié, les mots "les pouvoirs visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>" sont remplacés par les mots "les pouvoirs visés au § 1<sup>er</sup> et à l'alinéa 1<sup>er</sup> du présent paragraphe".

**Art. 18.** L'article 86 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 86. L'exercice financier du centre public d'aide sociale correspond à l'année civile. Sont seuls considérés comme appartenant à un exercice les droits acquis au centre et les engagements pris à l'égard de ses créanciers pendant cet exercice, quel que soit l'exercice au cours duquel ils sont soldés.

Sans préjudice des délégations qu'il peut accorder au bureau permanent et de l'article 87bis, le conseil de l'aide sociale est chargé du recouvrement des recettes, de l'ordonnancement des dépenses du centre public d'aide sociale et de la surveillance de la comptabilité. La surveillance de la comptabilité ne peut cependant être déléguée. »

**Art. 19.** A l'article 87 de la même loi, modifié par la loi du 5 août 1992 et le décret du Conseil régional wallon du 22 décembre 1994, sont apportées les modifications suivantes :

1° L'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé par le texte suivant :

« Le règlement général de la comptabilité communale est applicable aux centres publics d'aide sociale à l'exception des hôpitaux qui en dépendent et sous réserve des règles dérogatoires arrêtées par le Gouvernement. »

2° Les alinéas 2 et 3 sont remplacés par les alinéas suivants :

« Lorsque les règles de comptabilité communale auxquelles le présent article se réfère attribuent une compétence au conseil communal, celle-ci est exercée par le conseil de l'aide sociale.

Lorsque les règles attribuent une compétence au collège des bourgmestre et échevins, celle-ci est exercée par le conseil de l'aide sociale, sans préjudice d'une délégation accordée, dans le cadre du règlement d'ordre intérieur du centre, au bureau permanent, à un comité spécial, au président, au secrétaire ou à d'autres fonctionnaires. Le Gouvernement peut fixer des limites à ces délégations. »

**Art. 20.** Un article 87bis, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Art. 87bis. Dans tous les cas où le paiement de l'aide sociale ou du minimum de moyens d'existence s'impose d'urgence, l'organe du centre qui a pris la décision d'octroi de l'aide sociale ou du minimum de moyens d'existence ordonnance la dépense au cours de la même séance après avoir approuvé le procès-verbal rédigé séance tenante. La liste récapitulative des dépenses ordonnancées, signée par le président et le secrétaire, vaut mandat de paiement. »

**Art. 21.** A l'article 88 de la même loi, modifié par les lois des 29 décembre 1988 et 5 août 1992, sont apportées les modifications suivantes :

1° Au § 1<sup>er</sup>, l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé par le texte suivant :

« Pour l'exercice suivant, le conseil de l'aide sociale arrête chaque année le budget des dépenses et des recettes du centre et, sur proposition du comité de gestion de l'hôpital, le budget de chaque hôpital dépendant du centre. Une note de politique générale ainsi qu'un rapport reprenant le rapport visé à l'article 26bis, § 5, un rapport concernant la politique hospitalière et les objectifs et synergies possibles dans le domaine hospitalier sont annexés à ces budgets.

Le conseil de l'aide sociale doit statuer dans un délai de quarante jours à compter de la notification de la proposition du comité de gestion, à défaut de quoi le conseil est réputé avoir approuvé ladite proposition.

Le conseil est tenu de porter annuellement à ces budgets toutes les dépenses obligatoires que des dispositions législatives ou réglementaires mettent à la charge du centre public d'aide sociale et spécialement les traitements et pensions du président, du secrétaire, du receveur et des membres du personnel, les dépenses d'aide sociale, l'abonnement au *Moniteur belge* et au mémorial administratif, les dettes du centre liquides et exigibles et celles résultant de condamnations judiciaires exécutoires, les frais de bureau, l'entretien des bâtiments, les loyers des immeubles occupés par le centre et les frais afférents à la comptabilité du centre.

Le conseil est tenu de porter annuellement à ces budgets, en les spécifiant, toutes les recettes quelconques du centre public d'aide sociale ainsi que celles qu'une disposition législative ou réglementaire attribue et les excédents des exercices antérieurs. »

2° Au § 1<sup>er</sup>, alinéa 7, les mots "d'une association intercommunale ou d'une autre association visée au chapitre XII de la présente loi" sont supprimés.

3° Au § 2, l'alinéa 2 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Dans le cas où le moindre retard occasionnerait un préjudice évident, le conseil de l'aide sociale peut, moyennant l'autorisation du collège des bourgmestre et échevins, pourvoir à la dépense, à charge de porter sans délai les crédits nécessaires au budget par une modification de celui-ci.

En ce qui concerne le paiement du minimum de moyens d'existence ou d'une aide sociale individuelle accordée sous forme d'aide financière et dans le cas où le moindre retard occasionnerait un préjudice évident à un demandeur d'aide sociale ou du minimum de moyens d'existence, l'organe compétent qui a pris la décision d'accorder l'aide use de la même faculté qu'à l'alinéa précédent, sans devoir solliciter l'autorisation du collège des bourgmestre et échevins.

Dans les cas visés aux alinéas 2 et 3, le receveur effectuera le paiement sans attendre l'approbation de la modification budgétaire. »

4° Au § 3, les mots "Le projet de budget ainsi que la note de politique générale y afférente" sont remplacés par les mots "Les projets de budget ainsi que la note de politique générale et les rapports visés au § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>".

5° Au § 4, le mot "budget" est remplacé par le mot "budgets".

**Art. 22.** A l'article 91 de la même loi, modifié par la loi du 5 août 1992, sont apportées les modifications suivantes :

1° Au § 1<sup>er</sup>, l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé par le texte suivant :

« Aucun paiement sur la caisse du centre public d'aide sociale ne peut avoir lieu qu'en vertu d'une allocation portée au budget, d'un crédit provisoire alloué dans les conditions et limites fixées par le Gouvernement, d'un crédit transféré conformément à l'alinéa 3 et au § 2 ou d'un crédit alloué conformément à l'article 88, § 2. »

2° Le § 2 est remplacé par le texte suivant :

« § 2. Lorsque, à la clôture d'un exercice, certaines allocations sont grevées d'engagements régulièrement et effectivement contractés en faveur des créanciers du centre, la partie d'allocation nécessaire pour solder la dépense est transférée à l'exercice suivant par décision du conseil de l'aide sociale qui sera annexée au compte de l'exercice clos.

Il peut être disposé des allocations ainsi transférées sans nouvelle intervention du conseil de l'aide sociale et des autorités de tutelle. »

3° Le § 3 suivant est inséré :

« § 3. Les membres du conseil de l'aide sociale ou de l'organe auquel celui-ci a donné délégation sont personnellement responsables des dépenses engagées ou ordonnancées par eux contrairement au § 1<sup>er</sup>. »

**Art. 23.** La première phrase de l'article 92 de la loi organique du 8 juillet 1976 des centres public d'aide sociale, modifiée par la loi du 5 août 1992 et du 12 janvier 1993 et par le décret wallon du 6 avril 1995, est remplacée par la phrase suivante :

« En cas de refus ou de retard d'ordonnancer le montant des dépenses que la loi ou une décision judiciaire exécutoire met à la charge des centres publics d'aide sociale, le gouverneur, après avoir entendu le conseil de l'aide sociale, en ordonne le paiement, et le montant y relatif vaut inscription d'office du crédit au budget de l'exercice en cours. »

Dans la deuxième phrase du même article 92, les mots "ou le trésorier de l'hôpital" sont insérés entre les mots "le receveur du centre public d'aide sociale et "est tenu.

**Art. 24.** L'article 93 de la même loi est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 93. § 1<sup>er</sup>. Le conseil de l'aide sociale, ou ceux de ses membres qu'il désigne à cette fin, vérifie l'encaisse du receveur local au moins une fois par trimestre et établit un procès-verbal de vérification qui mentionne ses observations et celles formulées par le receveur; il est signé par le receveur et les membres du conseil de l'aide sociale qui ont procédé à la vérification.

Le procès-verbal, conforme au modèle arrêté par le Gouvernement, est communiqué au conseil de l'aide sociale et au collège des bourgmestre et échevins.

Lorsque le receveur local a la charge de plusieurs encaisses publiques, celles-ci sont vérifiées simultanément.

§ 2. Le receveur local signale immédiatement au conseil de l'aide sociale tout déficit résultant d'un vol ou d'une perte.

Il est aussitôt procédé à la vérification de l'encaisse, conformément au § 1<sup>er</sup>, en vue de déterminer le montant du déficit.

Le procès-verbal de la vérification est complété par l'exposé des circonstances et des mesures de conservation prises par le receveur.

§ 3. Lorsque la vérification de l'encaisse fait apparaître un déficit, notamment à la suite du rejet de certaines dépenses de comptes définitivement arrêtés, le conseil de l'aide sociale invite le receveur, par une lettre recommandée à la poste, à verser une somme équivalente dans la caisse du centre public d'aide sociale.

Dans le cas visé au § 2, l'invitation doit être précédée par une décision du conseil de l'aide sociale établissant si et dans quelle mesure le receveur doit être tenu pour responsable du vol ou de la perte et fixant le montant du déficit en résultant qu'il lui appartient de solder; une expédition de cette décision est annexée à l'invitation qui lui est faite de payer.

§ 4. Dans les soixante jours à dater de cette notification, le receveur peut saisir la députation permanente d'un recours; ce recours est suspensif de l'exécution.

La députation permanente statue en tant que juridiction administrative sur la responsabilité incombant au receveur et fixe le montant du déficit qui doit en conséquence être mis à sa charge; le Gouvernement règle la procédure.

Le receveur est exonéré de toute responsabilité lorsque le déficit résulte du rejet de dépenses de comptes définitivement arrêtés, dès lors qu'il les a acquittées conformément à l'article 46, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>.

Dans la mesure où le déficit doit être attribué au rejet définitif de certaines dépenses, le receveur peut appeler en intervention les membres du conseil de l'aide sociale ou de l'organe compétent qui auraient irrégulièrement engagé ou mandaté ces dépenses, afin que la décision leur soit déclarée commune et opposable; dans ce cas, la députation permanente se prononce également sur la responsabilité des intervenants.

La décision de la députation permanente n'est, dans tous les cas, exécutée qu'après l'expiration du délai de recours en annulation auprès du Conseil d'Etat. Si, à ce moment, le receveur ne s'est pas exécuté volontairement, la décision est exécutée sur le cautionnement et, pour le surplus éventuel, sur les biens personnels du receveur, pourvu toutefois qu'elle n'ait pas fait l'objet du recours visé à l'article 14 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat.

Lorsque le receveur n'introduit pas de recours auprès de la députation permanente et s'abstient, à l'expiration du délai imparti pour ce faire, de satisfaire à l'invitation de payer qui lui est adressée, il est procédé de la même manière à l'exécution par voie de contrainte. »

**Art. 25.** Dans l'article 94 de la loi précitée, sont apportées les modifications suivantes :

1° Le § 2 est remplacé par le texte suivant :

« § 2. L'hôpital qui dépend d'un centre public d'aide sociale est géré par un comité de gestion présidé de plein droit par le président du conseil de l'aide sociale ou par le membre du conseil qui le remplace.

Outre le président, le comité de gestion est composé de cinq membres du conseil de l'aide sociale. Il désigne en son sein un vice-président dont les compétences sont définies par le règlement d'ordre intérieur. En cas de parité de voix, la voix du président est prépondérante.

Le secrétaire du centre, le directeur de l'hôpital, le médecin en chef, le chef du département infirmier, le trésorier et le comptable siègent avec voix consultative au comité de gestion.

Le bourgmestre ou le membre du collège qu'il désigne et une personne désignée en fonction de ses compétences en matière de gestion hospitalière par le collège des bourgmestres et échevins participent avec voix consultative aux séances du comité de gestion.

Le comité de gestion peut convoquer à des réunions d'autres personnes, occupées ou non à l'hôpital, afin d'y être entendues en tant qu'experts en certaines matières. Elles quitteront la salle avant chaque vote ou avant que le comité ne prenne une décision.

Les membres du comité de gestion sont désignés par le conseil suivant les règles déterminées par l'article 27, § 3, alinéas 4, 5, 6 et 7, pour l'élection des membres du bureau permanent.

La délégation de signature du président est régie, *mutatis mutandis*, par l'article 28, § 2, alinéa 2, de la loi. »

2° Le § 3 est remplacé par le texte suivant :

« § 3. Le comité de gestion de l'hôpital règle tout ce qui concerne l'hôpital sauf les matières suivantes qui sont réglées par le conseil de l'aide sociale :

- le budget et les modifications budgétaires;
- les comptes;
- l'élaboration d'un plan de gestion pour l'hôpital;
- le cadre et les statuts administratif et pécuniaire du personnel de l'hôpital;
- le règlement de travail applicable au personnel contractuel de l'hôpital;
- la nomination, à titre définitif, la promotion, les sanctions disciplinaires et la mise en disponibilité des membres du personnel de l'hôpital;
- le règlement général régissant les rapports juridiques entre l'hôpital et les médecins;
- l'engagement sous contrat ou le licenciement des membres du personnel qui siègent avec voix consultative au sein du comité de gestion;
- l'adhésion à une association régie par le chapitre XII de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale ou à une intercommunale;
- la création de nouveaux services et l'extension des structures existantes dans le cadre de l'hôpital;
- l'aliénation et l'acquisition de biens immobiliers;
- le recours au Conseil d'Etat et les instances en justice;
- les expropriations;
- les donations et legs;
- la création et l'adhésion à une association sans but lucratif conformément à l'article 79, § 3;
- la cession directe ou indirecte d'activité hospitalière et l'acquisition ou la cession de lits d'hôpitaux;
- la désignation d'un receveur spécial pour l'hôpital;
- la fixation du cautionnement du receveur spécial.

Sous réserve de l'article 88, § 1<sup>er</sup>, le conseil de l'aide sociale ne peut prendre les décisions visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> que moyennant l'avis du comité de gestion de l'hôpital.

Si le comité de gestion n'a pas notifié d'avis dans les deux mois à dater du jour où il a été saisi du dossier, la procédure peut être poursuivie sans son avis.

Le conseil de l'aide sociale doit statuer dans le mois suivant la notification de l'avis du comité de gestion. A défaut, le comité de gestion de l'hôpital peut se substituer au conseil de l'aide sociale pour prendre la décision au sujet de laquelle il a donné un avis. »

3° Le § 4 est remplacé par le texte suivant :

« § 4. Sous l'autorité du comité de gestion, le directeur de l'hôpital instruit les affaires, dirige les travaux de l'administration, assure la gestion journalière de l'hôpital et a la garde des archives de l'hôpital. Il est le chef du personnel de l'hôpital sans préjudice des attributions du secrétaire dans l'instruction des dossiers relevant de la compétence du conseil de l'aide sociale.

Il est chargé de la rédaction des procès-verbaux des réunions du comité de gestion de l'hôpital. Il est responsable de l'insertion des procès-verbaux de ces réunions et des délibérations du comité de gestion dans les registres tenus à cet effet.

Les procès-verbaux et délibérations sont signés par le président et le directeur.

Le directeur est responsable de ses actes devant le comité de gestion.

Suite à la décision d'ordonnement ou de recouvrement par l'organe compétent, le directeur fait établir les mandats de paiement et les états de recouvrement. Ils sont signés par le président et par le directeur. Le directeur élabore les avant-projets de budget de l'hôpital.

Le directeur est tenu de se conformer aux instructions qui lui sont données par le président et le conseil de l'aide sociale ou par le comité de gestion en fonction de leurs compétences respectives.

Le directeur collabore étroitement avec les responsables des divers aspects de l'activité hospitalière ainsi qu'avec les responsables des activités du centre public d'aide sociale.

Le comité de gestion peut déléguer des attributions bien définies au directeur et aux personnes chargées par lui de la direction générale journalière de l'activité de l'hôpital. Ce transfert de compétences peut toutefois être retiré à tout moment en tout ou en partie.

Le directeur de l'hôpital peut déléguer sa signature moyennant l'approbation du comité de gestion.

En ce qui concerne les actes posés par l'autorité qui a reçu délégation du comité de gestion, la décision est directement soumise à l'appréciation des mêmes autorités de tutelle, comme cela eût été le cas si le comité de gestion avait pris lui-même une décision à ce propos. »

4° Le § 4bis est abrogé.

5° Le § 5 est remplacé par le texte suivant :

« § 5. Sauf désignation par le conseil de l'aide sociale d'un receveur spécial, la fonction de trésorier de l'hôpital est exercée par le receveur du centre public d'aide sociale.

Les recettes et les dépenses de l'hôpital sont effectuées par le trésorier qui doit reddition des comptes au comité de gestion de l'hôpital.

En ce qui concerne les activités à l'hôpital, le trésorier est soumis, dans le respect des dispositions légales relatives à sa responsabilité, à l'autorité du comité de gestion.

Les dispositions applicables au receveur en ce qui concerne le cautionnement, le remplacement en cas d'absence, le compte de fin de gestion et le déficit de caisse ainsi que les articles 92 et 115 sont applicables au trésorier.

La comptabilité de l'hôpital est tenue par un comptable spécialement désigné à cette fin. Il est tenu de se conformer aux instructions qui lui sont données par le directeur. »

6° Le § 6 est remplacé par le texte suivant :

« § 6. Copie de toute décision du comité de gestion, du directeur de l'hôpital ou des responsables de services ayant reçu délégation est transmise dans les quinze jours de son adoption au conseil de l'aide sociale. »

7° Le § 9 est remplacé par le texte suivant :

« § 9. La gestion de l'hôpital dépendant d'un centre public d'aide sociale peut faire l'objet d'un contrat de gestion conclu par le centre et la commune après concertation avec le comité de gestion et après avis du conseil médical et du comité de concertation syndicale.

Le contrat de gestion est conclu pour la durée de l'exercice des mandats des conseillers de l'aide sociale suite au renouvellement complet de celui-ci. Il peut être amendé selon la même procédure que celle prévue pour son adoption.

Le contrat de gestion règle :

a. les missions attendues de l'hôpital et les tâches que l'hôpital assure en vue de l'exécution de ses missions de service public, et ce, sans qu'il puisse être dérogé aux missions qu'il doit accomplir en application de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale;

b. les modalités garantissant l'exercice d'une médecine de qualité, au meilleur coût, en ce compris les limites de tarification éventuelle des services offerts, à toute personne indépendamment du niveau de ses revenus, de ses conditions d'assurabilité, de ses origines et de ses convictions philosophiques;

c. les modalités d'information des patients quant aux tarifs pratiqués ainsi que les garanties de leur respect;

d. la fixation des objectifs budgétaires;

e. l'organisation des services communs avec les autres services du centre public d'aide sociale et/ou de la commune;

f. les objectifs à réaliser en matière d'équilibre financier et les modalités complémentaires d'information du centre public d'aide sociale et de la commune, notamment en ce qui concerne le budget et les comptes de l'hôpital;

g. les modalités mises en œuvre pour garantir le respect du contrat de gestion. »



8° Le § 10 est remplacé par le texte suivant :

« § 10. Le budget de l'hôpital doit être en équilibre financier. A défaut, un plan de gestion applicable à l'hôpital doit être adopté au plus tard dans les six mois de l'approbation du budget de l'hôpital par les autorités communales.

Ce plan de gestion est arrêté par le conseil de l'aide sociale après avis du comité de gestion et approuvé par le conseil communal. Il contient les mesures nécessaires incombant à l'hôpital pour atteindre ou maintenir l'équilibre financier, en ce compris les mesures de contrôle et de suivi pour sa bonne exécution.

Toutefois, par décision motivée, et dans les limites fixées par le Gouvernement, le conseil communal peut dispenser le conseil de l'aide sociale d'établir un tel plan.

Si l'intervention du centre régional d'aide aux communes est sollicitée par la commune, ce plan est établi suivant les modalités fixées par le Gouvernement. Il est approuvé par le conseil communal et le Gouvernement. Toute modification du plan de gestion est soumise à la même procédure.

Lorsque le plan de gestion requis n'est pas arrêté, approuvé ou exécuté dans un délai fixé par le Gouvernement, ce dernier peut en imposer un. Dans ce cas, le conseil de l'aide sociale et le comité de gestion de l'hôpital peuvent être assistés par un expert hospitalier nommé par le Gouvernement conformément aux modalités et aux qualifications arrêtées par le Gouvernement. »

**Art. 26.** A l'article 96 de la même loi, les mots "et le cas échéant de l'article 94, § 5" sont insérés entre les mots "article 46" et les mots "lui sont applicables".

**Art. 27.** L'article 107 de la même loi, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 107. Par dérogation aux dispositions de l'article 46, § 1<sup>er</sup>, peuvent être versés directement à la société anonyme "Crédit Communal de Belgique" pour être portés aux comptes respectifs des centres bénéficiaires :

1° le montant de leur quote-part dans les fonds institués par la loi ou le décret, au profit des centres publics d'aide sociale;

2° les subventions, les interventions dans les dépenses du centre et, en général, toutes les sommes attribuées à titre gratuit aux centres par la Communauté européenne, l'Etat, les Communautés, les Régions, les provinces et les communes.

La société anonyme "Crédit Communal de Belgique", est autorisée à prélever d'office, sur l'avoir des comptes qu'elle a ouverts aux centres, le montant des dettes que ces centres ont contractées envers elle. »

**Art. 28.** 1° Dans le chapitre IX de la même loi et avant l'article 108, les mots suivants sont insérés : "Section première - Dispositions générales".

2° Avant l'article 111 de la loi, les mots suivants sont insérés : "Section 2 - De la tutelle générale sur les centres publics d'aide sociale et les hôpitaux qui en dépendent".

3° Dans l'article 111, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots "ainsi que chaque décision du comité de gestion de l'hôpital en application de l'article 94, § 4" sont supprimés.

4° L'article 111, § 2<sup>bis</sup>, est abrogé.

5° Il est inséré un article 112<sup>bis</sup> rédigé comme suit :

« Art. 112<sup>bis</sup>. Par dérogation aux articles 111 et 112, les délibérations relatives à l'hôpital prises par le conseil de l'aide sociale, le comité de gestion ou par l'autorité ayant reçu délégation et qui ne sont pas soumises à une mesure de tutelle spéciale sont soumises à tutelle de suspension du collège des bourgmestre et échevins et d'annulation du Gouvernement.

A cette fin, doivent être transmis simultanément au collège des bourgmestre et échevins et au Gouvernement dans les quinze jours de leur adoption les procès-verbaux approuvés des séances du conseil de l'aide sociale et du comité de gestion ainsi que la liste des décisions prises par l'autorité ayant reçu délégation.

Les délibérations y visées peuvent être réclamées par le collège des bourgmestre et échevins et le Gouvernement dans un délai de trente jours.

Toute décision transmise à la demande du collège des bourgmestre et échevins est adressée simultanément au Gouvernement. Le collège des bourgmestre et échevins dispose d'un délai de dix jours à dater de la réception de la délibération pour notifier au conseil de l'aide sociale et au comité de gestion ou à l'autorité ayant reçu délégation et au Gouvernement la suspension pour contrariété à l'intérêt communal et, notamment, aux intérêts financiers de la commune.

En cas de suspension, le conseil de l'aide sociale, le comité de gestion ou l'autorité ayant reçu délégation peuvent, soit justifier l'acte suspendu auprès du collège des bourgmestre et échevins, soit le retirer.

Si le conseil de l'aide sociale, le comité de gestion ou l'autorité ayant reçu délégation maintient sa décision, celle-ci est transmise au Gouvernement par le collège des bourgmestre et échevins.

L'arrêté d'annulation pris par le Gouvernement pour violation de la loi ou contrariété à l'intérêt général doit être notifié dans les quarante jours à dater de la réception, soit de la décision par laquelle le conseil de l'aide sociale, le comité de gestion ou l'autorité ayant reçu délégation justifie le maintien de l'acte, soit à dater de l'expiration du délai de dix jours imposé au collège des bourgmestre et échevins pour suspendre, soit à dater de la réception de la décision évoquée par le Gouvernement.

A défaut, la délibération peut sortir ses effets.

La tutelle de suspension du collège des bourgmestre et échevins visée à l'alinéa 4 n'est pas applicable aux hôpitaux qui dépendent d'un centre public d'aide sociale tant que les comptes, approuvés conformément à l'article 89, démontrent que leur exploitation est en équilibre.

La tutelle de suspension du collège cesse d'être applicable ou le redevient, selon le cas, à partir du moment où les comptes sont approuvés ou arrêtés définitivement par application de l'article 89. »

6° Avant l'article 113 de la même loi, sont insérés les mots suivants : "Section 3 - De l'envoi d'un commissaire spécial".

**Art. 29.** Dans l'article 114 de la même loi, modifié par la loi du 5 août 1992, les mots "des articles 40 et 42" sont remplacés par les mots "des articles 40, 42 et 79".

**Art. 30.** L'article 120, 1°, de la même loi est remplacé par le texte suivant :

« 1° la dénomination, le siège, la durée et, le cas échéant, la forme juridique de l'association. »

**Art. 31.** L'article 121 de la même loi est complété par l'alinéa suivant :

« L'association peut adopter la forme juridique de l'association sans but lucratif. »

**Art. 32.** Dans l'article 126 de la même loi, sont apportées les modifications suivantes :

1° Les §§ 1<sup>er</sup> et 2 sont remplacés par les §§ 1<sup>er</sup>, 2, 3, 4, 5 et 6 suivants :

« § 1<sup>er</sup>. Sans préjudice des dispositions du présent chapitre et de l'article 94, § 7, les associations sont administrées conformément à leurs règles statutaires.

§ 2. Les délibérations des associations sont soumises à une tutelle d'approbation du Gouvernement lorsque la délibération porte sur les dispositions générales en matière de personnel, les comptes annuels, la composition du conseil d'administration et de ses organes restreints, le rééchelonnement d'emprunts souscrits et les garanties d'emprunts.

Les délibérations des associations soumises à approbation sont transmises au Gouvernement dans les quinze jours de leur adoption.

Le Gouvernement dispose d'un délai de quarante jours à dater de leur réception pour en notifier l'approbation ou l'improbation.

Le Gouvernement peut proroger de quarante jours le délai initial si, avant l'expiration de celui-ci, il notifie qu'il ne peut statuer dans les limites du délai imparti.

A défaut de notification dans ce délai, la délibération est censée avoir été approuvée.

L'approbation ne peut être refusée que pour violation de la loi ou lésion de l'intérêt général.

Sont considérés comme contraires à l'intérêt général les actes violant les principes d'une bonne administration ou qui sont contraires à la politique générale ou aux intérêts de l'autorité supérieure.

§ 3. Les délibérations non visées au § 2 sont soumises à une tutelle d'annulation du Gouvernement sur recours pour violation de la loi.

Le recours doit émaner d'associés représentant au moins un tiers des parts sociales ou de membres du personnel de l'association.

Pour être recevable, le recours doit être adressé au Gouvernement, par pli recommandé à la poste, dans les dix jours de l'adoption de l'acte s'il émane d'associés ou dans les dix jours de sa notification s'il émane d'un membre du personnel intéressé et être revêtu de la signature de chaque associé ou de chaque membre du personnel concerné.

Dans les deux jours de la réception du recours, le Gouvernement en accuse réception et le notifie simultanément à l'association en l'invitant à lui adresser dans les dix jours l'acte accompagné de ses pièces justificatives.

A défaut de réception de l'acte accompagné de ses pièces justificatives dans le délai requis, les faits avancés par le recours sont présumés exacts et le délai dont dispose le Gouvernement pour prendre sa décision commence à courir le premier jour ouvrable qui suit l'expiration de ce délai.

Le Gouvernement peut annuler l'acte dont recours dans les vingt jours de la réception de l'acte accompagné de ses pièces justificatives, s'il est communiqué dans le délai visé à l'alinéa 4 ou, à défaut, dans les vingt jours à dater du premier jour ouvrable qui suit l'expiration de ce délai.

Le Gouvernement peut annuler partiellement l'acte qui lui est soumis dans les cas où les diverses dispositions qu'il contient sont sans lien réciproque de connexité.

A défaut de décision dans le délai, le recours est réputé rejeté.

§ 4. L'hôpital géré par une association doit être en équilibre financier. A défaut, un plan de gestion applicable à l'hôpital doit être adopté, sauf décision motivée de l'organe compétent de l'association. Il contient les mesures nécessaires incombant à l'hôpital pour atteindre ou maintenir l'équilibre financier.

Si l'intervention du centre régional d'aide aux communes est sollicitée par la ou les communes associées ou les communes dont les centres publics d'aide sociale sont associés, ce plan est établi suivant les modalités fixées par le Gouvernement. Il est approuvé par les communes et les centres publics d'aide sociale associés, les communes dont le centre public d'aide sociale est associé et le Gouvernement. Toute modification du plan de gestion est soumise à la même procédure.

Lorsque le plan de gestion requis n'est pas arrêté, approuvé ou exécuté dans un délai fixé par le Gouvernement, ce dernier peut en imposer un. Dans ce cas, l'association peut être assistée par un expert hospitalier nommé par le Gouvernement conformément aux modalités et aux qualifications arrêtées par le Gouvernement.

§ 5. Après deux avertissements consécutifs, constatés par la correspondance, le Gouvernement peut charger un ou plusieurs commissaires de se transporter sur les lieux aux frais personnels des membres du conseil d'administration ou des agents de l'association en retard de satisfaire aux avertissements, à l'effet de recueillir les renseignements ou observations demandés, ou de mettre à exécution les mesures prescrites par les lois et règlements généraux.

§ 6. L'article 110*bis* est applicable aux mesures de tutelle prévues aux §§ 2, 3 et 4. »

2° Le § 3 devient le § 7.

**Art. 33.** Dans l'article 128 de la même loi, les §§ 4 et 5 suivants sont insérés :

« § 4. Lorsque l'association a pour objet la gestion d'un hôpital, elle fixe les dispositions générales relatives au personnel de l'hôpital.

§ 5. Le personnel de l'association est soumis à un régime statutaire et/ou contractuel. »

**Art. 34.** Dans la même loi et à l'exception des articles 11, § 5, 17*bis*, 23, 57 à 74, 97 à 104 et 136 à 151, le mot "Roi" est remplacé par le mot "Gouvernement".

**Art. 35.** Les articles 10, 11, 18, 22, 1°, et 24 du présent décret entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1998.

**Art. 36.** Le Gouvernement peut coordonner les dispositions de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale qui relèvent de la compétence de la Région wallonne et les dispositions qui les auraient expressément ou implicitement modifiées au moment où les coordinations seront établies.

A cette fin, il peut :

- 1° modifier l'ordre, le numérotage et, en général, la présentation des dispositions à coordonner;
- 2° modifier les références qui seraient contenues dans les dispositions à coordonner, en vue, notamment, de les mettre en concordance avec le numérotage nouveau;
- 3° sans porter atteinte aux principes inscrits dans les dispositions à coordonner, adopter une rédaction différente de la rédaction originale, en vue d'assurer la concordance des dispositions et d'unifier la terminologie.

**Art. 37.** Les associations de centres publics d'aide sociale constituées avant l'entrée en vigueur du présent décret sont tenues d'adapter leurs statuts aux dispositions du présent décret au plus tard pour le premier jour du sixième mois qui suit la date de publication au *Moniteur belge*.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 2 avril 1998.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,  
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E, du Tourisme et du Patrimoine,  
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement et des Transports,  
M. LEBRUN

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,  
B. ANSELME

Le Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,  
G. LUTGEN

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,  
W. TAMINIAUX

Le Ministre de la Recherche, du Développement technologique, du Sport et des Relations internationales,  
W. ANCION

VERTALING

#### MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 98 — 1091

[C - 98/27274]

#### 2 APRIL 1998. — Decreet houdende wijziging van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn (1)

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** Dit decreet regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een materie bedoeld in artikel 128 van de Grondwet.

**Art. 2.** Artikel 10 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn wordt aangevuld als volgt :

« Deze bepaling heeft geen uitwerking tussen de datum waarop de na een volledige hernieuwing gekozen gemeenteraadsleden hun ambt opnemen, en de krachtens artikel 19 bepaalde datum waarop de leden van de raad voor maatschappelijk welzijn hun ambt opnemen. »

**Art. 2bis.** Artikel 11 van dezelfde wet wordt aangevuld met een § 1bis, luidend als volgt :

« § 1bis. Bij de verkiezing van de leden van de raad voor maatschappelijk welzijn die een volledige hernieuwing van de raad inhoudt, mag het aantal gewone en plaatsvervangende kandidaten van hetzelfde geslacht niet hoger zijn dan tweederde van het totale aantal gewone en plaatsvervangende kandidaten die in dezelfde akte van voordracht voorgedragen worden.

Indien in het aldus verkregen resultaat decimalen voorkomen, worden ze op een eenheid naar boven afgerond of weggelaten al naar gelang ze al dan niet 0,50 bereiken. »

**Art. 3.** In artikel 22 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden "de Gouverneur, de Regering" ingevoegd na de woorden "van de gemeenteraad";

2° in fine wordt het volgende lid ingevoegd :

« Als een voorstel tot schorsing of afzetting bij de bestendige deputatie aanhangig wordt gemaakt, beslist deze binnen drie maanden na de betekening van het voorstel. Ze kan deze termijn met drie maanden verlengen; de beslissing tot verlenging heeft pas uitwerking als ze vóór het verstrijken van de eerste termijn van drie maanden betekend wordt aan de gemeenteraad, de raad voor maatschappelijk welzijn, de gouverneur en de Regering. Als de

(1) *Zitting 1997-1998*

*Stukken van de Raad 332 (1997-1998). Nrs. 1 tot 27.*

*Volledig verslag.* — Openbare vergadering van 31 maart 1998.

*Bespreking.* — Stemming.

beslissing niet betekend wordt binnen de eventueel verlengde voorgeschreven termijn wordt het stilzwijgen van de bestendige deputatie beschouwd als een beslissing tot verwerping van het voorstel. Deze bepaling is niet van toepassing op de leden van de Raad voor maatschappelijk welzijn van Komen-Waasten.

De beslissing tot verlenging wordt binnen acht dagen aan de betrokkene betekend. »;

3° in het derde lid, eerste zin, worden de woorden "en aan de gemeenteraad" vervangen door de woorden ", de gemeenteraad, de Gouverneur en de Regering";

4° in het derde lid wordt de tweede zin gewijzigd als volgt :

« De betrokkene, de raad voor maatschappelijk welzijn en de gemeenteraad kunnen een beroep bij de Raad van State instellen binnen vijftien dagen na de betekening van de beslissing of na afloop van de termijn binnen dewelke de bestendige deputatie moet beslissen. »

**Art. 4.** In artikel 26, § 2, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 5 augustus 1992, wordt tussen het eerste en het tweede lid het volgende lid ingevoegd :

« Als het overleg een ziekenhuisaangelegenheid betreft, worden een afvaardiging van het beheerscomité en de directeur van het ziekenhuis verzocht het overleg met raadgevende stem bij te wonen. »

**Art. 5.** In artikel 26bis, § 1, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 5 augustus 1992, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° punt 4° wordt vervangen als volgt :

« 4° de indienstneming van bijkomend personeel, behalve als het om het ziekenhuispersoneel gaat of als de indienstneming overeenkomstig de bepalingen van artikel 56 geschiedt »;

2° punt 5° wordt aangevuld als volgt : « behalve als het gaat om het ziekenhuis waarvan de overeenkomstig artikel 89 goedgekeurde rekeningen en de begrotingsvooruitzichten niet op een tekort wijzen. »;

3° onder punt 7° worden de woorden "of verminderen" geschrapt.

**Art. 6.** In artikel 28 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 5 augustus 1992 en 12 januari 1993, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, vijfde lid, worden na de woorden "voor te leggen" de woorden "of aan het orgaan waaraan de raad deze bevoegdheid heeft overgedragen" ingevoegd;

2° in § 3 worden tussen de woorden "aan de raad" en "te onderwerpen" de woorden "of aan het orgaan waaraan de raad deze bevoegdheid heeft overgedragen" ingevoegd.

**Art. 6bis.** In artikel 30 van dezelfde wet wordt het derde lid vervangen als volgt :

« Elk voorstel dat uitgaat van een lid van de raad en dat ten minste twaalf dagen vóór de vergadering van de raad aan de voorzitter wordt overgemaakt, moet op de agenda van die vergadering voorkomen en vergezeld gaan van een verklarende nota of van elk document ter informatie van de raad voor maatschappelijk welzijn. »

**Art. 6ter.** Er wordt een artikel 31bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 31bis. De wet van 11 april 1994 en het decreet van de Waalse Gewestraad van 30 maart 1995 betreffende de openbaarheid van bestuur zijn van toepassing op de openbare centra voor maatschappelijk welzijn al naar gelang de daden van beheer respectievelijk tot de bevoegdheid van de Federale Staat of van het Waalse Gewest behoren. »

**Art. 6quater.** In artikel 33 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn wordt een § 1bis ingevoegd, luidend als volgt :

« § 1bis. De raad voor maatschappelijk welzijn stemt het geheel van de begroting en het geheel van de jaarrekeningen.

Elk lid kan echter de afzonderlijke stemming van één of meer door hem aangewezen artikelen of groepen van artikelen eisen als het om de begroting gaat, of van één of meer door hem aangewezen artikelen of posten als het om de jaarrekeningen gaat.

In dit geval kan de algemene stemming slechts plaatsvinden na de stemming van de aldus aangewezen artikelen, groepen van artikelen of posten; ze heeft betrekking op de artikelen of posten waarvan geen enkel lid de afzonderlijke stemming heeft gevraagd, en op de artikelen die reeds bij afzonderlijke stemming zijn goedgekeurd. »

**Art. 7.** In artikel 36 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° tussen het eerste en het tweede lid wordt het volgende lid ingevoegd :

« Wat de akten, stukken en dossiers van het ziekenhuis betreft, beschikken de leden van het beheerscomité die raadgevende stem hebben, over hetzelfde recht. »;

2° in het tweede lid, voortaan het derde lid, worden tussen de woorden "De leden van de raad" en ", alsmede alle andere personen" de woorden "en van het beheerscomité van het ziekenhuis" ingevoegd;

3° in het tweede lid, voortaan het derde lid, worden de woorden "en de bijzondere comités" vervangen door de woorden ", de bijzondere comités en het beheerscomité van het ziekenhuis";

4° in fine wordt het volgende lid ingevoegd :

« Met uitzondering van de akten en stukken betreffende de door het centrum verleende individuele hulp of de invordering van deze hulp, en van de akten en stukken betreffende de dossiers die het centrum nog niet heeft goedgekeurd, kunnen de leden van de raad voor maatschappelijk welzijn, onder de voorwaarden bepaald bij het door de raad opgemaakte huishoudelijk reglement, een afschrift verkrijgen van de akten en stukken betreffende de administratie van het O.C.M.W.

De vergoeding die eventueel wordt geëist voor het afschrift, mag in geen geval de kostprijs overschrijden. »

**Art. 8.** In artikel 40 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 5 augustus 1992, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° tussen het eerste en het tweede lid wordt het volgende lid ingevoegd :

« Het beheerscomité van het ziekenhuis maakt zijn huishoudelijk reglement op en onderwerpt het aan de goedkeuring van de raad voor maatschappelijk welzijn. »;

2° in het tweede lid, voortaan het derde lid, wordt het woord "Zij" vervangen door de woorden "De in het eerste en tweede lid bedoelde huishoudelijke reglementen".

**Art. 9.** In artikel 42 van dezelfde wet, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 430 van 5 augustus 1996 en de wet van 5 augustus 1992, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° na het eerste lid wordt het volgende lid ingevoegd :

« De personeelsformatie vermeldt het maximum aantal en het soort betrekkingen die voorbehouden zijn aan het contractuele personeel. »;

2° het tweede lid, voortaan het derde lid, wordt vervangen als volgt :

« Het tweede lid is niet van toepassing op de personeelsformatie van het ziekenhuis waarvoor de raad voor maatschappelijk welzijn een afzonderlijke personeelsformatie vastlegt, noch op het contractuele personeel dat in dienst genomen wordt krachtens een programma voor werkloosheidsbestrijding of krachtens artikel 60, § 7. »;

3° na het vierde lid, voortaan het vijfde lid, wordt het volgende lid ingevoegd :

« De Regering bepaalt eveneens het aantal gehandicapte personen die de O.C.M.W.'s in dienst moeten nemen naar gelang van de aard en de omvang van de diensten. »;

4° het zevende lid, voortaan het negende lid, wordt vervangen als volgt :

« Voor de toepassing van het achtste lid kan de Regering bepalen binnen welke perken de raad voor maatschappelijk welzijn dient te handelen. »;

5° het elfde lid, voortaan het dertiende lid, wordt vervangen als volgt :

« De bepalingen van de nieuwe gemeentewet betreffende de pensioenen van het gemeentepersoneel zijn van toepassing op de personeelsleden van de O.C.M.W.'s. »

**Art. 10.** In artikel 45, § 1, van dezelfde wet worden het vijfde en het zesde lid vervangen als volgt :

« Ten gevolge van de beslissing tot betaalbaarstelling of invordering door het bevoegde orgaan is de secretaris verantwoordelijk voor het opmaken van de bevelschriften tot betaling en de invorderingsstaten. Deze bevelschriften en invorderingsstaten moeten door de voorzitter en de secretaris ondertekend worden.

Het voorontwerp van begroting en de voorontwerpen van begrotingswijzigingen worden door de secretaris uitgewerkt.

Hij zorgt voor de budgettaire opvolging en kan elk ogenblik kennis nemen van de geboekte gegevens. De ontvanger bezorgt de secretaris een afschrift van elk document dat hij overmaakt aan de raad voor maatschappelijk welzijn, het vast bureau of een bijzonder comité. »

**Art. 11.** Artikel 46 van dezelfde wet wordt aangevuld als volgt :

1° het eerste lid van § 1 wordt vervangen als volgt :

« De plaatselijke of gewestelijke ontvanger heeft tot taak om, op eigen verantwoordelijkheid, de ontvangsten van het O.C.M.W. te innen en tegen regelmatige bevelschriften de betaalbaar gestelde uitgaven te doen ten belope hetzij van het bedrag bepaald in elk artikel van de begroting, hetzij van de voorlopige kredieten, hetzij van de krachtens artikel 91, § 1, derde lid, overgedragen kredieten, hetzij van een overeenkomstig artikel 88, § 2, toegekend krediet. »;

2° in § 2, zesde lid, worden de woorden "het koninklijk besluit" vervangen door de woorden "de Regering";

3° de volgende paragrafen worden ingevoegd :

« § 3. De plaatselijke of gewestelijke ontvanger, die onder het gezag van het vast bureau staat, is belast met de boekhouding van het centrum.

De ontvanger kan door de raad voor maatschappelijk welzijn gehoord worden over elke aangelegenheid met een financiële of budgettaire weerslag.

§ 4. Onder voorbehoud van de bevoegdheden van de raad voor maatschappelijk welzijn of van het vast bureau krachtens § 3, alsook van de verplichtingen en de verantwoordelijkheid die hem krachtens § 1 opgelegd zijn, oefent de plaatselijke ontvanger zijn ambt uit onder het gezag van de voorzitter en de gewestelijke ontvanger onder het gezag van de gouverneur of de arrondissementscommissaris. De gewestelijke ontvanger staat echter onder het functionele gezag van de voorzitter voor de diensten die hij voor het O.C.M.W. verstrekt.

Onverminderd de afwijkende bepalingen die de Regering krachtens artikel 43, derde lid, heeft vastgelegd, valt hij onder de toepassing van de bepalingen van de gemeentewet betreffende de gewestelijke ontvanger.

Voor de toepassing van de in het vorige lid bedoelde bepalingen moet verstaan worden onder "gemeenteraad en college van burgemeester en schepenen" de raad voor maatschappelijk welzijn en onder "gemeentekas" de kas van het O.C.M.W.

§ 5. In geval van gewettigde afwezigheid kan de plaatselijke ontvanger binnen drie dagen, op eigen verantwoordelijkheid, voor een termijn van maximum dertig dagen een plaatsvervanger aanwijzen die erkend is door de raad voor maatschappelijk welzijn of het vast bureau. Deze maatregel kan voor dezelfde afwezigheid tweemaal toegepast worden.

In de andere gevallen kan de raad voor maatschappelijk welzijn een waarnemend plaatselijke ontvanger aanwijzen.

Hij is ertoe verplicht wanneer de afwezigheid langer duurt dan drie maanden.

De waarnemend plaatselijke ontvanger moet voldoen aan de voorwaarden die gesteld worden om het ambt van plaatselijk ontvanger uit te oefenen. De bepalingen betreffende de eedaflegging en de zekerheid zijn op hem van toepassing.

De waarnemend plaatselijke ontvanger oefent alle bevoegdheden van de plaatselijke ontvanger uit.

Bij zijn ambtsaanvaarding en -neerlegging wordt de eindrekening opgemaakt en worden de kas en de boeken onder toezicht van de voorzitter overgedragen.

§ 6. 1° De ontvanger is niet aansprakelijk voor de ontvangsten die de raad voor maatschappelijk welzijn doet invorderen door bijzondere agenten; deze agenten zijn aansprakelijk voor de ontvangsten waarvan de invordering hun wordt opgedragen; wat de invordering van die ontvangsten betreft, zijn ze aan dezelfde verplichtingen onderworpen als de ontvanger.

De raad voor maatschappelijk welzijn kan eisen dat ze een zekerheid stellen waarvan hij het bedrag en de aard bepaalt; dezelfde beslissing vermeldt de termijn waarover zij daartoe beschikken; de bepalingen betreffende de eedaflegging en de zekerheid zijn *mutatis mutandis* van toepassing op de bijzondere agenten.

Wat betreft de eed, de vervanging, het opmaken van de eindrekening en de bij de bestendige deputatie van de provincieraad ingestelde beroepen, zijn de bijzondere agenten aan dezelfde regels onderworpen als de plaatselijke ontvangers.

Ze mogen geen enkele uitgave boeken op de rekeningen die ze beheren.

De geïnde ontvangsten worden regelmatig en ten minste om de veertien dagen aan de ontvanger van het O.C.M.W. overgemaakt, waarbij de laatste storting van het boekjaar op de laatste werkdag van de maand december moet plaatsvinden.

Bij elke storting bezorgt de bijzondere agent de ontvanger een gedetailleerde lijst van de budgettaire aanrekeningen, de gestorte bedragen en de desbetreffende schuldenaars.

De rekeningen van de bijzondere agent worden, samen met de bewijsstukken, voor verificatie en visering aan de raad voor maatschappelijk welzijn voorgelegd.

Ze worden vervolgens met alle bewijsstukken aan de ontvanger overgemaakt om bij de begrotingsrekening te worden gevoegd.

Artikel 93 is *mutatis mutandis* van toepassing op de bijzondere agent; wanneer de raad voor maatschappelijk welzijn een tekort vaststelt, wordt *mutatis mutandis* gehandeld overeenkomstig artikel 93, §§ 3 en 4, eerste, tweede, vijfde en zesde lid.

2° De raad voor maatschappelijk welzijn kan sommige agenten van het O.C.M.W. op eigen verantwoordelijkheid belasten met een bijkomend ambt dat bestaat in de vastlegging en de betaling van kleine uitgaven en in de invordering van ontvangsten in contanten, wanneer het recht op ontvangst vaststaat.

De kleine uitgaven worden verricht op grond van een voorschot waarvoor de Regering de aanleg- en gebruikswijze bepaalt.

De in het eerste lid bedoelde agenten zijn niet gehouden tot de verplichtingen die aan de in 1° bedoelde bijzondere agenten opgelegd worden.

Ze moeten de geïnde bedragen dagelijks of met korte tussentijden integraal overmaken aan de ontvanger, overeenkomstig zijn richtlijnen en met een per begrotingsartikel uitvoerige invorderingsstaat als bewijsstuk.

§ 7. 1° Er wordt een eindrekening opgemaakt wanneer de ontvanger of de in § 6, 1°, bedoelde bijzondere agent zijn ambt definitief neerlegt en in de gevallen bedoeld in § 5, zesde lid, van dit artikel en 54bis, § 2, van de nieuwe gemeentewet.

2° De eindrekening van de plaatselijke ontvanger of de bijzondere agent wordt, eventueel samen met zijn opmerkingen of die van zijn rechthebbenden als hij overleden is, voorgelegd aan de raad voor maatschappelijk welzijn die ze vastlegt en verklaart dat de rekenplichtige niets meer verschuldigd is of een verschuldigd bedrag vaststelt.

De beslissing waarbij de eindrekening wordt afgesloten, wordt door toedoen van de raad voor maatschappelijk welzijn bij ter post aangetekend schrijven aan de rekenplichtige betekend of, bij diens overlijden, aan zijn rechthebbenden. Ze gaat eventueel vergezeld van een verzoek om het tekort te vereffenen.

3° De beslissing waarbij de eindrekening wordt afgesloten en aan de ontvanger of de bijzondere agent kwijting wordt verleend, brengt van rechtswege de teruggave van de zekerheid mee.

4° Artikel 93, § 4, is van toepassing wanneer de rekenplichtige verzocht wordt het tekort te vereffenen. »

**Art. 11bis.** Artikel 47, § 1, wordt aangevuld met een tweede lid, luidend als volgt :

« De maatschappelijk werker die belast is met het dossier van een hulpverzoeker, kan niet verplicht worden het O.C.M.W. te vertegenwoordigen in de rechtsvorderingen die de verzoeker krachtens artikel 71 van deze wet bij de Arbeidsrechtbank instelt. »

**Art. 12.** In artikel 50 van dezelfde wet :

1° worden de termen "artikel 36, tweede lid" vervangen door de termen "artikel 36, derde lid";

2° worden de termen "eerste, tweede en derde lid" ingevoegd tussen de termen "artikel 37" en de woorden "zijn mede van toepassing".

**Art. 13.** Artikel 55, § 1, van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« § 1. Het O.C.M.W. kan overgaan tot een contractuele werving om te voorzien in een vacature in de personeelsformatie voor zover de indienstneming betrekking heeft op een met een wervingsgraad overeenstemmende betrekking en de personeelsformatie voor die betrekking in de mogelijkheid voorziet om die wervingswijze toe te passen.

In dit geval moet de raad voor maatschappelijk welzijn bij de aanwijzing van het betrokken personeelslid een geschreven overeenkomst met hem sluiten. »

**Art. 14.** In artikel 55bis van dezelfde wet worden de termen "en zonder de machtiging bedoeld in artikel 55, § 1, eerste lid" geschrapt.

**Art. 15.** In artikel 56 van dezelfde wet worden de §§ 1 en 2, gewijzigd bij de wet van 5 augustus 1992, respectievelijk vervangen als volgt :

« § 1. In dringende gevallen kan het O.C.M.W., binnen de perken van de personeelsformatie en, eventueel, in afwijking van de vereisten inzake de leeftijd, het examen of het vergelijkend examen, het personeel in dienst nemen dat nodig is om de ambten waar te nemen die voorlopig zonder titularis zijn of waarvan de titularis tijdelijk afwezig is.

§ 2. In spoedgevallen of om een specifieke opdracht van bepaalde duur te vervullen in het kader van een initiatief dat gesubsidieerd wordt door de Europese Gemeenschap, de Staat, het Waalse Gewest, de Franse Gemeenschap of elke andere overheid, of van een handeling waarover beslist wordt in samenspraak met het College van burgemeester en schepenen, kan het O.C.M.W. bij arbeidsovereenkomst personeel in dienst nemen waarin de personeelsformatie niet voorziet.

In geval van gesubsidieerde opdrachten wordt de wervingsduur beperkt tot de door de subsidie gedekte periode. »

**Art. 16.** In artikel 79 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste en het tweede lid worden voorafgegaan door "§ 1. »;

2° er wordt een § 2 en een § 3 ingevoegd, luidend als volgt :

« § 2. Om te voldoen aan specifieke behoeften waarin zijn diensten niet voorzien en in het kader van een verwante activiteit die geen belangrijk deel van zijn handeling uitmaakt, kan het O.C.M.W., overeenkomstig de wet van 27 juni 1921 waarbij aan de verenigingen zonder winstoogmerk en aan de instellingen van openbaar nut rechtspersoonlijkheid wordt verleend, ook beslissen lid te worden van een andere vereniging zonder winstoogmerk dan een intercommunale vereniging die opgericht is met andere overheden en/of met andere natuurlijke of rechtspersonen dan die met een winstoogmerk, met inachtneming van de volgende voorwaarden :

1° de beraadslaging van de raad voor maatschappelijk welzijn moet, samen met de statuten van de v.z.w. en een opgave van de geplande inbrengen ten gunste van de vereniging, onderworpen worden aan de goedkeuring van de gouverneur;

2° de onroerende goederen, namelijk de terreinen en gebouwen die het centrum toebehoren, mogen niet om niet worden afgestaan;

3° de wettelijke opdrachten die aan het O.C.M.W. voorbehouden zijn, mogen niet door de v.z.w. vervuld worden;

4° het O.C.M.W. moet binnen de organen van de vereniging vertegenwoordigd worden door leden van de raad voor maatschappelijk welzijn, de secretaris of bevoegde personeelsleden van het centrum. De leden van de raad voor maatschappelijk welzijn worden na één enkele stemming aangewezen;

5° als het centrum bijdragen verleent, is het O.C.M.W. ertoe gemachtigd de bewijsstukken te controleren en ter plaatse na te gaan of die bijdragen gebruikt worden om de door het centrum opgedragen taken te vervullen;

6° het jaarverslag, de begroting en de rekeningen van de vereniging worden jaarlijks overgemaakt aan de raad voor maatschappelijk welzijn.

Van elk document moet een exemplaar worden bezorgd aan de ontvanger van het O.C.M.W. die een eensluidend afschrift van de bewijsstukken kan eisen om na te gaan of de vereniging haar financiële verplichtingen ten aanzien van het centrum nakomt.

Het O.C.M.W. kan ook deelnemen in een vennootschap met een maatschappelijk doel.

In dit geval zijn de in deze paragraaf vastgelegde voorwaarden van deelneming in een v.z.w. *mutatis mutandis* van toepassing.

§ 3. Voor ziekenhuisactiviteiten kan het O.C.M.W., op de voordracht van het beheerscomité van het ziekenhuis, beslissen lid te worden van een vereniging zonder winstoogmerk met als doel :

a. hetzij een opdracht i.v.m. coördinatie, preventie, onderzoek of steun voor het beheer;

b. hetzij de oprichting, de aankoop of het beheer van een zware apparatuur of van zware medisch-technische diensten in het kader van een vereniging in de zin van artikel 69, 3°, van de wet op de ziekenhuizen, gecoördineerd op 7 augustus 1987, met het oog op de oprichting van een groepering of een samenwerkingsvereniging;

c. hetzij de rationalisatie van het aanbod van uitrustingen en dienstenverleningen van openbare of privéziekenhuizen, in het kader van een groepering in de zin van artikel 69, 3°, van de wet op de ziekenhuizen, gecoördineerd op 7 augustus 1987.

Naast de in § 2, 2°, 3° en 5°, bedoelde deelnemingsvoorwaarden zijn de volgende voorwaarden van toepassing :

1° de beraadslaging moet, samen met de statuten van de vereniging en een opgave van de geplande inbrengen ten gunste van de vereniging, onderworpen worden aan de goedkeuring van de gemeenteraad en de Regering;

2° het O.C.M.W. moet binnen de verschillende organen van de vereniging vertegenwoordigd worden door leden van het beheerscomité van het ziekenhuis en door personen die binnen het ziekenhuis een leidende taak vervullen. De stemgerechtigde leden van het beheerscomité van het ziekenhuis die zitting houden binnen de organen van de v.z.w., worden door de raad voor maatschappelijk welzijn na één enkele stemming aangewezen;

3° het jaarverslag, de begrotingen en de rekeningen van de vereniging moeten worden overgemaakt aan het beheerscomité en aan de penningmeester van het ziekenhuis die een eensluidend afschrift van de bewijsstukken kan eisen om na te gaan of de vereniging haar financiële verplichtingen ten aanzien van het ziekenhuis nakomt. »

**Art. 17.** In artikel 84 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 5 augustus 1992, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het tweede en het derde lid van § 1 zij voortaan het tweede en het derde lid van § 2;

2° in dit tweede lid wordt het woord "Hij" vervangen door de woorden "De raad voor maatschappelijk welzijn";

3° in het nieuwe derde lid van § 2 worden de termen "de in § 1 bedoelde bevoegdheden" vervangen door de termen "de in § 1 en in het eerste lid van deze paragraaf bedoelde bevoegdheden".

**Art. 18.** Artikel 86 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« Art. 86. Het boekjaar van het O.C.M.W. stemt overeen met het kalenderjaar. Het heeft alleen betrekking op de door het centrum verkregen rechten en de tijdens die periode ten opzichte van zijn schuldeisers aangegane verplichtingen, ongeacht het boekjaar waarin ze worden aangegaan.

Onverminderd de bevoegdheden die hij aan het vast bureau kan verlenen en onverminderd artikel 87bis, is de raad voor maatschappelijk welzijn belast met de invordering van de ontvangsten, de betaalbaarstelling van de uitgaven van het O.C.M.W. en met het toezicht op de boekhouding. Deze laatste bevoegdheid mag echter niet overgedragen worden. »

**Art. 19.** In artikel 87 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 5 augustus 1992 en het decreet van de Waalse Gewestraad van 22 december 1994, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt vervangen als volgt :

« Het algemeen reglement van de gemeenteboekhouding is van toepassing op de O.C.M.W.'s, met uitzondering van de ziekenhuizen die ervan afhangen en onder voorbehoud van de door de Regering vastgestelde afwijkende regels. »;

2° het tweede en het derde lid worden vervangen als volgt :

« Wanneer de voorschriften inzake de gemeentebouwkosten waarnaar dit artikel verwijst, een bevoegdheid aan de gemeenteraad toekennen, wordt deze door de raad voor maatschappelijk welzijn uitgeoefend.

Wanneer de regels een bevoegdheid aan het college van burgemeester en schepenen toekennen, wordt deze door de raad voor maatschappelijk welzijn uitgeoefend, onverminderd de bevoegdheid die krachtens het huishoudelijk reglement van het centrum wordt verleend aan het vast bureau, een bijzonder comité, de voorzitter, de secretaris of andere ambtenaren. De Regering kan deze bevoegdheden inperken. »

**Art. 20.** In dezelfde wet wordt een artikel 87bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 87bis. Telkens als de betaling van de sociale hulp of van het bestaansminimum zich opdringt, stelt het orgaan van het centrum dat de sociale hulp of het bestaansminimum heeft besloten toe te kennen, de uitgave betaalbaar tijdens dezelfde zitting, na de notulen te hebben goedgekeurd. De lijst van de betaalbaar gestelde uitgaven, die door de voorzitter en de secretaris ondertekend wordt, geldt als machtiging tot betaling. »

**Art. 21.** In artikel 88 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 29 december 1988 en 5 augustus 1992, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid van § 1 wordt vervangen als volgt :

« De raad voor maatschappelijk welzijn maakt de ontvangsten- en uitgavenbegroting van het centrum jaarlijks op voor het komende boekjaar en, op de voordracht van het beheerscomité van het ziekenhuis, de begroting van elk ziekenhuis dat van het centrum afhangt. Bij deze begrotingen wordt een algemene beleidsnota gevoegd, alsook een verslag dat het in artikel 26bis, § 5, bedoelde verslag opneemt, een verslag over het ziekenhuisbeleid en de doelstellingen en samenwerkingsmogelijkheden in ziekenhuisverband.

De raad voor maatschappelijk welzijn moet zich uitspreken binnen veertig dagen na de betekening van het voorstel van het beheerscomité; bij gebreke daarvan wordt de raad geacht het voorstel te hebben goedgekeurd.

De raad moet op deze begrotingen jaarlijks alle verplichte uitgaven boeken die krachtens wets- of verordeningsbepalingen ten laste komen van het O.C.M.W., meer bepaald de wedden en uitkeringen van de voorzitter, de secretaris, de ontvanger en de personeelsleden, de uitgaven voor sociale hulp, het abonnement op het *Belgisch Staatsblad* en op het Bestuursmemoriaal, de vaststaande en opeisbare schulden van het centrum en de schulden die uit uitvoerbare rechterlijke veroordelingen voortvloeien, de bureaustkosten, het onderhoud van de gebouwen, de huurgelden van de door het centrum gebruikte gebouwen en de kosten die aan de boekhouding van het centrum gebonden zijn.

De raad moet op deze begrotingen jaarlijks alle nader bepaalde ontvangsten van het O.C.M.W. boeken, evenals de krachtens een wets- of verordeningsbepaling toegekende ontvangsten en de overschotten van de vorige boekjaren. »;

2° in het zevende lid van § 1 worden de woorden "van een intercommunale vereniging of een vereniging bedoeld in hoofdstuk XII van deze wet" geschrapt;

3° het tweede lid van § 2 wordt vervangen als volgt :

« Ingeval de minste vertraging onbetwistbare schade zou berokkenen, kan de raad voor maatschappelijk welzijn met de toestemming van het college van burgemeester en schepenen, in de uitgave voorzien, onder verplichting de begroting te wijzigen door er zo spoedig mogelijk de nodige kredieten op te boeken.

Wat betreft de betaling van het bestaansminimum of het verlenen van individuele sociale hulp onder de vorm van een financiële tegemoetkoming, en in geval de minste vertraging onbetwistbare schade zou berokkenen aan een persoon die om sociale hulp of om het bestaansminimum verzoekt, maakt het bevoegde orgaan dat besloten heeft de hulp te verlenen, gebruik van de mogelijkheid bedoeld in het vorige lid, zonder de toestemming van het college van burgemeester en schepenen te moeten vragen.

In de gevallen bedoeld in het tweede en het derde lid zal de ontvanger de betaling verrichten vóór de goedkeuring van de begrotingswijziging. »

4° in § 3 worden de woorden "Het ontwerp van begroting evenals de bijbehorende algemene beleidsnota" vervangen door de woorden "De begrotingsontwerpen alsook de algemene beleidsnota en de in § 1, eerste lid, bedoelde verslagen. »;

5° in § 4 wordt het woord "begroting" vervangen door "begrotingen".

**Art. 22.** In artikel 91 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 5 augustus 1992, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid van § 1 wordt vervangen als volgt :

« De kasuitgaven van het O.C.M.W. zijn slechts toegelaten voor een op de begroting voorkomende post, een voorlopig krediet toegekend onder de voorwaarden en binnen de door de Regering vastgestelde perken, een krachtens het derde lid en § 2 overgedragen krediet of een overeenkomstig artikel 88, § 2, toegekend krediet. »;

2° § 2 wordt vervangen als volgt :

« § 2. Wanneer bij het afsluiten van een boekjaar sommige posten bezwaard zijn met verbintenissen die regelmatig en werkelijk werden aangegaan ten gunste van de schuldeisers van het centrum, wordt het kredietgedeelte dat nodig is om de uitgave af te betalen, naar het volgende boekjaar overgedragen bij beslissing van de raad voor maatschappelijk welzijn, die bij de rekening van het afgesloten boekjaar gevoegd wordt.

De aldus overgedragen kredieten kunnen gebruikt worden zonder een nieuwe beslissing van de raad voor maatschappelijk welzijn en van de toezichthoudende overheden. »;

3° er wordt een § 3 ingevoegd, luidend als volgt :

« § 3. De leden van de raad voor maatschappelijk welzijn of van het orgaan waaraan dit laatste een bevoegdheid heeft verleend, zijn persoonlijk verantwoordelijk voor de uitgaven die ze in strijd met § 1 vastleggen of betaalbaar stellen. »

**Art. 23.** De eerste zin van artikel 92 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 5 augustus 1992 en 12 januari 1993 en bij het decreet van de Waalse Regering van 6 april 1995, wordt vervangen door de volgende zin :

« Als de betaalbaarstelling van het bedrag van de uitgaven die krachtens de wet of een uitvoerbare rechterlijke beslissing ten laste komen van de O.C.M.W.'s, geweigerd of vertraagd wordt, geeft de gouverneur bevel tot betaling, na de raad voor maatschappelijk welzijn te hebben gehoord; door de betaling van het bedrag wordt het krediet van ambtswege op de begroting van het lopende boekjaar geboekt. »



In artikel 92 van dezelfde wet, tweede lid, worden de woorden "of de penningmeester van het ziekenhuis" ingevoegd tussen de woorden "de ontvanger van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn" en "is verplicht".

**Art. 24.** Artikel 93 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« Art. 93. § 1. De raad voor maatschappelijk welzijn, of de door hem aangewezen leden, controleert de kas van de plaatselijke ontvanger minstens één keer per trimester en neemt zijn opmerkingen en die van de ontvanger op in een proces-verbaal dat ondertekend wordt door de ontvanger en de leden van de raad voor maatschappelijk welzijn die de controle hebben uitgevoerd.

Het proces-verbaal, waarvoor het door de Regering bepaalde formulier moet worden gebruikt, wordt overgemaakt aan de raad voor maatschappelijk welzijn en aan het college van burgemeester en schepenen.

Als de plaatselijke ontvanger belast is met verschillende openbare kassen, worden deze gelijktijdig gecontroleerd.

§ 2. De plaatselijke ontvanger brengt de raad voor maatschappelijk welzijn onmiddellijk op de hoogte van elk tekort wegens diefstal of verlies.

Overeenkomstig § 1 wordt onmiddellijk een kasinspectie uitgevoerd om het bedrag van het tekort vast te stellen.

Het proces-verbaal van de kasinspectie wordt aangevuld met een feitenrelaas en een verslag over de bewarende maatregelen die de ontvanger heeft genomen.

§ 3. Wanneer de kasinspectie op een tekort wijst, met name na verwerping van sommige uitgaven van definitieve rekeningen, verzoekt de raad voor maatschappelijk welzijn de ontvanger bij ter post aangetekende brief het bedrag van het tekort op de rekening van het O.C.M.W. te storten.

In het in § 2 bedoelde geval moet het verzoek voorafgegaan worden door een beslissing van de raad voor maatschappelijk welzijn waarbij bepaald wordt of en in welke mate de ontvanger aansprakelijk gesteld moet worden voor de diefstal of het verlies en waarbij het door hem te betalen bedrag van het tekort wordt vastgesteld; een afschrift van deze beslissing wordt bij het verzoek om betaling gevoegd.

§ 4. Binnen zestig dagen na deze betekening kan de ontvanger een beroep bij de bestendige deputatie instellen; dit beroep schorst de tenuitvoerlegging.

De bestendige deputatie beslist als administratief gerecht over de aansprakelijkheid van de ontvanger en stelt het bedrag van het tekort vast dat hij dienovereenkomstig moet betalen; de Regering regelt de procedure.

De ontvanger wordt van elke verantwoordelijkheid ontheven als het tekort toe te schrijven is aan de verwerping van uitgaven van definitieve rekeningen, wanneer hij deze heeft gedaan overeenkomstig artikel 46, § 1, eerste lid.

Voor zover het tekort aan de definitieve verwerping van sommige uitgaven toe te schrijven is, kan de ontvanger een beroep doen op de leden van de raad voor maatschappelijk welzijn of van het bevoegde orgaan die deze uitgaven onregelmatig zouden hebben vastgelegd of betaalbaar gesteld, opdat de beslissing hen gemeen en inroepbaar zou worden verklaard; in dit geval spreekt de bestendige deputatie zich ook uit over de aansprakelijkheid van de interveniënten.

In elk geval wordt de beslissing van de bestendige deputatie slechts uitgevoerd na het verstrijken van de termijn voor het instellen van een beroep tot nietigverklaring bij de Raad van State. Indien de ontvanger dan zijn taak niet vrijwillig heeft vervuld, wordt de beslissing uitgevoerd op de zekerheid en, voor het eventuele overige, op de persoonlijke goederen van de ontvanger, op voorwaarde echter dat ze niet het voorwerp is geweest van het beroep bedoeld in artikel 14 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State.

Wanneer de ontvanger geen beroep instelt bij de bestendige deputatie en het verzoek om betaling niet inwilligt na het verstrijken van de toegestane termijn, wordt eveneens gehandeld door middel van een dwangbevel. »

**Art. 25.** In artikel 94 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 2 wordt vervangen als volgt :

« § 2. Het ziekenhuis dat van een O.C.M.W. afhangt, wordt beheerd door een beheerscomité dat van rechtswege voorgezeten wordt door de voorzitter van de raad voor maatschappelijk welzijn of door het raadslid dat hem vervangt.

Het beheerscomité bestaat uit de voorzitter en uit vijf leden van de raad voor maatschappelijk welzijn. Het wijst onder zijn leden een vice-voorzitter aan wiens bevoegdheden in het huishoudelijk reglement vastgelegd zijn. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter doorslaggevend.

De secretaris van het centrum, de directeur van het ziekenhuis, de hoofdgeneesheer, het hoofd van de verpleegafdeling, de penningmeester en de rekenplichtige hebben zitting met raadgevende stem binnen het beheerscomité.

De burgemeester of het door hem aangewezen lid van het college en een persoon die door het college van burgemeester en schepenen aangewezen wordt op grond van zijn bevoegdheden inzake ziekenhuisbeheer, wonen de zittingen van het beheerscomité bij met raadgevende stem.

Het beheerscomité kan andere al dan niet in het ziekenhuis tewerkgestelde personen oproepen voor vergaderingen om gehoord te worden als deskundigen inzake bepaalde aangelegenheden. Zij moeten de zaal verlaten vóór iedere stemming of vooraleer het comité een beslissing neemt.

Voor de verkiezing van de leden van het vast bureau worden de leden van het beheerscomité door de raad aangewezen overeenkomstig de regels van artikel 27, § 3, vierde, vijfde, zesde en zevende lid.

De opdracht tot ondertekening van de voorzitter wordt *mutatis mutandis* geregeld bij artikel 28, § 2, tweede lid, van de wet. »;

2° § 3 wordt vervangen als volgt :

« § 3. Het beheerscomité van het ziekenhuis regelt alles wat het ziekenhuis betreft, behalve de volgende aangelegenheden die door de raad voor maatschappelijk welzijn geregeld worden :

- de begroting en begrotingswijzigingen;
- de rekeningen;
- het uitwerken van een beheersplan voor het ziekenhuis;
- de personeelsformatie, het administratief en geldelijk statuut van het ziekenhuispersoneel;
- het arbeidsreglement dat van toepassing is op het contractuele personeel van het ziekenhuis;
- de vaste benoeming, de bevordering, de tuchtstraffen en het in disponibiteit stellen van het ziekenhuispersoneel;

- het algemeen reglement tot regeling van de juridische betrekkingen tussen het ziekenhuis en de geneesheren;
- de werving bij arbeidsovereenkomst of het ontslag van de personeelsleden die met raadgevende stem zitting hebben binnen het beheerscomité;
- de toetreding tot een vereniging, zoals bepaald in hoofdstuk XII van de organieke wet van 8 augustus 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, of tot een intercommunale;
- de oprichting van nieuwe diensten en de uitbreiding van bestaande structuren in het kader van het ziekenhuis;
- de vervreemding en de aankoop van onroerende goederen;
- het instellen van een beroep bij de Raad van State en de rechtbanken;
- de onteigeningen;
- de giften en legaten;
- de oprichting van en de toetreding tot een vereniging zonder winstoogmerk, overeenkomstig artikel 79, § 3;
- de rechtstreekse of onrechtstreekse overdracht van ziekenhuisactiviteiten en de aankoop of overdracht van ziekenhuisbedden;
- de aanwijzing van een bijzondere ontvanger voor het ziekenhuis;
- de vaststelling van de zekerheid van de bijzondere ontvanger.

Onder voorbehoud van artikel 88, § 1, kan de raad voor maatschappelijk welzijn de in het eerste lid bedoelde beslissingen slechts nemen na advies van het beheerscomité van het ziekenhuis.

Indien het beheerscomité geen advies heeft uitgebracht binnen twee maanden na de dag waarop het het dossier heeft ontvangen, kan de procedure zonder zijn advies worden voortgezet.

De raad voor maatschappelijk welzijn moet zich uitspreken binnen één maand na de betekening van het advies van het beheerscomité. Bij gebreke hiervan kan het beheerscomité van het ziekenhuis de plaats innemen van de raad voor maatschappelijk welzijn om de beslissing te nemen waarover het een advies heeft uitgebracht. »;

3° § 4 wordt vervangen als volgt :

« § 4. De directeur van het ziekenhuis behandelt de zaken, leidt de bestuurstaken, neemt het dagelijks beheer van het ziekenhuis waar en bewaart de archieven ervan onder het toezicht van het beheerscomité. De directeur is het hoofd van het ziekenhuispersoneel, onverminderd het feit dat de secretaris bevoegd blijft om de dossiers te behandelen die onder de bevoegdheid van de raad voor maatschappelijk welzijn vallen.

De directeur moet de notulen van de vergaderingen van het beheerscomité van het ziekenhuis opmaken. Hij is verantwoordelijk voor de opnemings van deze notulen en van de beraadslagingen van het beheerscomité in de daarvoor bestemde registers.

De notulen en beraadslagingen worden door de voorzitter en de directeur ondertekend.

De directeur is verantwoordelijk voor zijn handelingen ten overstaan van het beheerscomité.

Ten gevolge van de beslissing tot betaalbaarstelling of invordering door het bevoegde orgaan laat de directeur de bevelschriften tot betaling alsmede de invorderingsstaten opmaken. Zij worden door de voorzitter en de directeur ondertekend. De directeur maakt de voorontwerpen van de begroting van het ziekenhuis op.

De directeur moet zich richten naar de voorschriften die hem door de voorzitter en de raad voor maatschappelijk welzijn of het beheerscomité worden opgelegd naar gelang van hun respectievelijke bevoegdheden.

De directeur handelt in nauwe samenwerking met de verantwoordelijken voor de verschillende aspecten van de ziekenhuisactiviteiten, alsmede met de verantwoordelijken voor de activiteiten van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn.

Het beheerscomité kan welbepaalde bevoegdheden opdragen aan de directeur en aan de personen die het belast heeft met het algemeen en dagelijks bestuur van het ziekenhuis. Deze overdracht van bevoegdheden kan echter ieder ogenblik geheel of gedeeltelijk ingetrokken worden.

De directeur van het ziekenhuis kan zijn ondertekening opdragen met de goedkeuring van het beheerscomité.

Voor de handelingen van de overheid waaraan het beheerscomité machtiging heeft verleend, is de beslissing rechtstreeks onderworpen aan de beoordeling van dezelfde toezichthoudende overheden, zoals dat het geval zou zijn geweest indien het beheerscomité zelf een beslissing daarover had genomen. »;

4° § 4 wordt opgeheven;

5° § 5 wordt vervangen als volgt :

« § 5. Behoudens de aanwijzing van een bijzondere ontvanger door de raad voor maatschappelijk welzijn, wordt het ambt van penningmeester van het ziekenhuis uitgeoefend door de ontvanger van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn.

De penningmeester is verantwoordelijk voor de ontvangsten en uitgaven van het ziekenhuis en moet de rekeningen aan het beheerscomité van het ziekenhuis voorleggen.

Wat de ziekenhuisactiviteiten betreft, staat de penningmeester onder het gezag van het beheerscomité, mits inachtneming van de wetsvoorschriften betreffende zijn verantwoordelijkheid.

De bepalingen die op de ontvanger van toepassing zijn wat de zekerheid betreft, de vervanging in geval van afwezigheid, de eindrekening en het kastekort alsmede de artikelen 92 en 115 zijn van toepassing op de penningmeester.

De boeken van het ziekenhuis worden gehouden door een speciaal daarvoor aangewezen rekenplichtige. Hij moet zich houden naar de richtlijnen van de directeur. »;

6° § 6 wordt vervangen als volgt :

« § 6. Een afschrift van iedere beslissing van het beheerscomité, van de directeur van het ziekenhuis of de gemachtigde diensthoofden wordt binnen vijftien dagen na goedkeuring ervan aan de raad voor maatschappelijk welzijn overgemaakt. »;

7° § 9 wordt vervangen als volgt :

« § 9. Het beheer van het ziekenhuis dat van een O.C.M.W. afhangt, kan het voorwerp uitmaken van een beheersovereenkomst die door het centrum en de gemeente gesloten wordt na overleg met het beheerscomité en na advies van de medische raad en van het vakbondsoverlegcomité.

De beheersovereenkomst wordt gesloten voor de duur van de uitoefening van de mandaten van de adviseurs voor maatschappelijk welzijn ten gevolge van de volledige hernieuwing van de raad. Ze kan gewijzigd worden volgens dezelfde procedure als die voor haar goedkeuring.

De beheersovereenkomst bepaalt :

a. de van het ziekenhuis verwachte opdrachten en de taken die het vervult in het kader van zijn openbare opdrachten zonder te mogen afwijken van de opdrachten die het moet vervullen krachtens de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn;

b. de voorschriften voor de uitoefening van een betaalbare geneeskunde van hoog niveau, met inbegrip van de perken van eventuele tarifiering van de verleende diensten, ten behoeve van iedereen, ongeacht het inkomstenniveau, de verzekeringsmogelijkheden, de herkomst en filosofische opvattingen;

c. de wijze waarop de patiënten in kennis gesteld worden van de toegepaste prijzen en de waarborg voor de inachtneming ervan;

d. de budgettaire doelstellingen;

e. de organisatie van de diensten die samenwerken met de andere diensten van het O.C.M.W. en/of van de gemeente;

f. de te halen doelstellingen inzake het financiële evenwicht en de aanvullende voorschriften om het O.C.M.W. en de gemeente op de hoogte te houden van de begroting en de rekeningen van het ziekenhuis;

g. de voorschriften om het in acht te nemen. »;

8° § 10 wordt vervangen als volgt :

« § 10. De begroting van het ziekenhuis moet sluitend zijn. Bij gebreke hiervan moet het ziekenhuis uiterlijk binnen zes maanden na de goedkeuring van zijn begroting door de gemeenteverheid aan een beheersplan onderworpen worden.

Het beheersplan wordt na advies van het beheerscomité door de raad voor maatschappelijk welzijn opgemaakt en door de gemeenteraad goedgekeurd. Het voorziet in de maatregelen die het ziekenhuis moet treffen om het financiële evenwicht te bereiken of te handhaven, met inbegrip van de maatregelen voor de controle en het toezicht op de goede uitvoering ervan.

Binnen de door de Regering bepaalde perken kan de gemeenteraad de raad voor maatschappelijk welzijn bij een met redenen omklede beslissing vrijstellen van het opmaken van een dergelijk plan.

Indien de gemeente verzoekt om de tussenkomst van het "Centre régional d'aide aux communes" (Gewestelijk Hulpcentrum voor Gemeenten), wordt het beheersplan opgemaakt onder de door de Regering bepaalde voorwaarden. Het wordt door de gemeenteraad en de Regering goedgekeurd. Iedere wijziging in het beheersplan wordt aan dezelfde procedure onderworpen.

Als het vereiste beheersplan niet wordt vastgelegd, goedgekeurd of uitgevoerd binnen de door de Regering bepaalde termijn, kan deze er één opleggen. In dit geval mogen de raad voor maatschappelijk welzijn en het beheerscomité van het ziekenhuis bijgestaan worden door een ziekenhuisdeskundige die door de Regering wordt aangewezen op grond van de door haar bepaalde voorwaarden en kwalificaties. »

**Art. 26.** In artikel 96 van dezelfde wet worden de termen "en in voorkomend geval 94, § 5," ingevoegd tussen de termen "artikel 46" en "zijn op hem van toepassing".

**Art. 27.** Artikel 107 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« Art. 107. In afwijking van de bepalingen van artikel 46, § 1, mogen aan de naamloze vennootschap "Gemeentekrediet van België" rechtstreeks gestort worden voor boeking op de onderscheiden rekeningen van de rechthebbende centra :

1° het bedrag van hun aandeel in de krachtens de wet of het decreet ingestelde fondsen, ten behoeve van de O.C.M.W.'s;

2° de toelagen, de bijdragen in de uitgaven van het centrum en in het algemeen alle sommen die de Europese Gemeenschap, de Staat, de Gemeenschappen, de Gewesten, de Provincies en de Gemeenten om niet verlenen aan de centra.

De naamloze vennootschap "Gemeentekrediet van België" is ertoe gemachtigd het bedrag van de door de centra jegens haar aangegane schulden ambtshalve in mindering te brengen van het tegoed van de rekeningen die zij ten behoeve van deze centra heeft geopend. »

**Art. 28.** 1° In hoofdstuk IX van dezelfde wet worden vóór artikel 108 de volgende termen ingevoegd : "Eerste afdeling - Algemene bepalingen".

2° Vóór artikel 111 van dezelfde wet worden de volgende termen ingevoegd : "Tweede afdeling - Algemeen toezicht op de openbare centra voor maatschappelijk welzijn en de ziekenhuizen die ervan afhangen. »

3° In artikel 111, § 1, eerste lid, van dezelfde wet worden de termen "alsmede een afschrift van elke beslissing van het beheerscomité van het ziekenhuis met toepassing van artikel 94, § 4" geschrapt.

4° In hetzelfde hoofdstuk wordt een artikel 112bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 112bis. In afwijking van de artikelen 111 en 112 worden de beraadslagingen van de raad voor maatschappelijk welzijn, het beheerscomité of de gemachtigde overheid i.v.m. het ziekenhuis, die niet onder een bijzondere toezichtsmaatregel vallen, onderworpen aan het schorsingstoezicht van het college van burgemeester en schepenen en aan een vernietigingstoezicht van de Regering.

Daartoe moeten de goedgekeurde notulen van de zittingen van de raad voor maatschappelijk welzijn en van het beheerscomité alsmede de lijst van de door de gemachtigde overheid genomen beslissingen binnen vijftien dagen na hun goedkeuring gelijktijdig aan het college van burgemeester en schepenen en aan de Regering worden overgemaakt.

De beraadslagingen kunnen binnen een termijn van dertig dagen worden opgeëist door het college van burgemeester en schepenen en door de Regering.

Elke beslissing die op verzoek van het college van burgemeester en schepenen wordt meegedeeld, wordt gelijktijdig aan de Regering gericht. Het college van burgemeester en schepenen beschikt over een termijn van tien dagen, te rekenen van de datum van ontvangst van de beraadslaging, om de schorsing wegens strijdigheid met het gemeentelijk belang en, meer bepaald, met de financiële belangen van de gemeente te betekenen aan de raad voor maatschappelijk welzijn, het beheerscomité of de gemachtigde overheid en de Regering.

In geval van schorsing kunnen de raad voor maatschappelijk welzijn, het beheerscomité of de gemachtigde overheid de geschorste akte hetzij bij het college van burgemeester en schepenen rechtvaardigen, hetzij intrekken.

Indien de raad voor maatschappelijk welzijn, het beheerscomité of de gemachtigde overheid hun beslissing handhaven, wordt deze door het college van burgemeester en schepenen aan de Regering overgemaakt.

Het vernietigingsbesluit dat door de Regering is genomen wegens schending van de wet of strijdigheid met het algemeen belang, moet binnen veertig dagen betekend worden, te rekenen hetzij van de ontvangst van de beslissing waarbij de raad voor maatschappelijk welzijn, het beheerscomité of de gemachtigde overheid de handhaving van het besluit rechtvaardigen, hetzij vanaf het verstrijken van de termijn van tien dagen die aan het college van burgemeester en schepenen opgelegd is om te schorsen, hetzij van de ontvangst van de beslissing die de Regering aan zich heeft getrokken.

Bij gebreke hiervan kan de beslissing van kracht worden.

Het in het vierde lid bedoelde schorsingstoezicht van het college van burgemeester en schepenen is niet van toepassing op de ziekenhuizen die van een O.C.M.W. afhangen, zolang uit de overeenkomstig artikel 89 goedgekeurde rekeningen blijkt dat hun exploitatie in evenwicht is.

Het schorsingstoezicht van het college is, al naar gelang het geval, niet meer of opnieuw van toepassing zodra de rekeningen goedgekeurd of definitief zijn vastgelegd overeenkomstig artikel 89. »

5° Vóór artikel 113 van dezelfde wet worden de volgende termen ingevoegd : "Afdeling 3 - Afzending van een bijzondere commissaris. »

**Art. 29.** In artikel 114 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 5 augustus 1992, worden de termen "van de artikelen 40 en 42" vervangen door de termen "van de artikelen 40, 42 en 79".

**Art. 30.** Artikel 120, 1°, van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« 1° de benaming, de zetel, de duur en, in voorkomend geval, de rechtsvorm van de vereniging; ».

**Art. 31.** Artikel 121 van dezelfde wet wordt aangevuld als volgt :

« De vereniging kan de rechtsvorm van een v.z.w. aannemen. »

**Art. 32.** In artikel 126 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de §§ 1 en 2 worden vervangen door de §§ 1, 2, 3, 4, 5 en 6, luidend als volgt :

« § 1. Onverminderd de bepalingen van dit hoofdstuk en van artikel 94, § 7, worden de verenigingen overeenkomstig hun statutaire regels beheerd.

§ 2. De beraadslagingen van de verenigingen worden onderworpen aan de goedkeuring van de Regering, als de beraadslaging betrekking heeft op de algemene bepalingen inzake het personeel, de jaarrekeningen, de samenstelling van de raad van bestuur en van zijn beperkte organen, de herschikking van aangegane leningen en de waarborgen voor leningen.

De aan goedkeuring onderworpen beraadslagingen van de verenigingen worden binnen vijftien dagen na hun goedkeuring aan de Regering overgemaakt.

De Regering beschikt over een termijn van veertig dagen, te rekenen van de datum van ontvangst van de beraadslagingen, om de goed- of afkeuring ervan te betekenen.

De Regering kan de aanvankelijke termijn met veertig dagen verlengen als ze vóór het verstrijken ervan betekent dat ze zich niet kan uitspreken binnen die termijn.

Bij gebreke hiervan wordt de beraadslaging geacht goedgekeurd te zijn.

De goedkeuring kan slechts wegens schending van de wet of benadeling van het algemeen belang geweigerd worden.

De handelingen die de principes van goed bestuur schenden of die strijdig zijn met het algemeen beleid of met de belangen van de hogere overheid, worden beschouwd als in strijd zijnde met het algemeen belang.

§ 3. De beraadslagingen die niet bedoeld zijn in § 2, worden na beroep wegens schending van de wet aan het vernietigingstoezicht van de Regering onderworpen.

Het beroep moet ingesteld worden door deelgenoten die minstens één derde van de aandelen in de vennootschap vertegenwoordigen, of door personeelsleden van de vereniging.

Om ontvankelijk te zijn moet het beroep bij ter post aangetekend schrijven aan de Regering worden gericht binnen tien dagen na de goedkeuring van het besluit als het door deelgenoten wordt ingesteld, of binnen tien dagen na de betekening ervan als het door een belanghebbend personeelslid ingesteld wordt; het moet bovendien getekend zijn door elke deelgenoot of betrokken personeelslid.

Binnen twee dagen na ontvangst van het beroep bericht de Regering ontvangst ervan en betekent het gelijktijdig aan de vereniging die zij verzoekt haar binnen tien dagen het besluit en de bewijsstukken ervan te bezorgen.

Bij gebreke hiervan worden de in het beroep aangevoerde feiten geacht nauwkeurig te zijn en begint de termijn waarover de Regering beschikt om haar beslissing te nemen, te lopen vanaf de eerste werkdag na het verstrijken van die termijn.

De Regering kan het besluit dat het voorwerp van een beroep uitmaakt binnen twintig dagen na ontvangst ervan en van zijn bewijsstukken vernietigen, als het binnen de in het vierde lid bedoelde termijn wordt meegedeeld of, bij gebreke hiervan, binnen twintig dagen vanaf de eerste werkdag na het verstrijken van deze termijn.

De Regering kan het besluit dat haar voorgelegd wordt, gedeeltelijk vernietigen als de verschillende bepalingen ervan niet samenhangen.

Bij gebrek aan een beslissing binnen de voorgeschreven termijn, wordt het beroep geacht verworpen te zijn.

§ 4. Het door een vereniging beheerde ziekenhuis moet in financieel evenwicht zijn. Bij gebreke hiervan moet het onderworpen worden aan een goed te keuren beheersplan, behoudens met redenen omklede beslissing van het bevoegde orgaan van de vereniging. Dit plan bevat de maatregelen die het ziekenhuis moet treffen om haar financiële evenwicht te bereiken of te handhaven.

Indien de tussenkomst van het "Centre régionale d'aide aux communes" wordt ingeroepen door de verenigde gemeente(n) of de gemeenten waarvan de O.C.M.W.'s verenigd zijn, wordt dit plan opgemaakt volgens de door de Regering vastgestelde voorschriften. Het wordt goedgekeurd door de verenigde gemeenten en O.C.M.W.'s, de gemeenten waarvan het O.C.M.W. verenigd is, en de Regering. Elke wijziging in het beheersplan wordt aan dezelfde procedure onderworpen.

Als het vereiste beheersplan niet wordt vastgelegd, goedgekeurd of uitgevoerd binnen de door de Regering bepaalde termijn, kan deze er één opleggen. In dit geval mogen de raad voor maatschappelijk welzijn en het beheerscomité van het ziekenhuis bijgestaan worden door een ziekenhuisdeskundige die door de Regering wordt aangewezen op grond van de door haar bepaalde voorwaarden en kwalificaties.

§ 5. Na twee opeenvolgende uit de briefwisseling blijkende waarschuwingen, kan de Regering één of meer commissarissen gelasten zich, op de kosten van de leden van de raad van bestuur of van de personeelsleden van de vereniging die verzuimd hebben gevolg te geven aan de waarschuwingen, ter plaatse te begeven om de gevraagde inlichtingen of opmerkingen in te zamelen of de bij de wetgeving en de algemene verordeningen voorgeschreven maatregelen ten uitvoer te brengen.

§ 6. Artikel 110bis is van toepassing op de in de §§ 2, 3 en 4 bedoelde toezichtsmaatregelen. »;  
2° § 3 wordt § 7.

**Art. 33.** In artikel 128 van dezelfde wet worden de §§ 4 en 5 ingevoegd, luidend als volgt :

« § 4. Als de vereniging het beheer van een ziekenhuis tot doel heeft, legt ze de algemene bepalingen vast voor het ziekenhuispersoneel.

§ 5. Het personeel van de vereniging is onderworpen aan een statutair en/of contractueel stelsel. »

**Art. 34.** In dezelfde wet wordt het woord "Koning" vervangen door het woord "Regering", behalve in de artikelen 11, § 5, 17bis, 23, 57 tot 74, 97 tot 104 en 136 tot 151.

**Art. 35.** De artikelen 10, 11, 18, 22, 1°, en 24 van dit decreet treden in werking op 1 januari 1998.

**Art. 36.** De Regering kan de bepalingen van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn die tot de bevoegdheid van het Waalse Gewest behoren, coördineren, alsook de bepalingen die deze uitdrukkelijk of impliciet zouden wijzigen bij de vaststelling van de coördinaties.

Daartoe kan de Regering :

1° de volgorde, de nummering en, in het algemeen, de presentatie van de te coördineren bepalingen aanpassen;

2° de verwijzingen die in de te coördineren bepalingen kunnen voorkomen in overeenstemming brengen met de nieuwe nummering;

3° zonder afbreuk te doen aan de in de te coördineren bepalingen vastgestelde principes, de oorspronkelijke redactie aanpassen met het oog op de overeenstemming van de bepalingen en op de eenvormigheid van de terminologie.

**Art. 37.** De verenigingen van O.C.M.W.'s die vóór de inwerkingtreding van dit decreet zijn opgericht, moeten hun statuten aan de bepalingen van dit decreet aanpassen uiterlijk de eerste dag van de zesde maand na de datum van bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 2 april 1998.

De Minister-President van de Waalse Regering,  
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,  
R. COLLIGNON

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Uitrustingen en Vervoer,  
M. LEBRUN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,  
B. ANSELME

De Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,  
G. LUTGEN

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,  
W. TAMINIAUX

De Minister van Onderzoek, Technologische Ontwikkeling, Sport en Internationale Betrekkingen,  
W. ANCIEN